



Financé par
l'Union européenne



REAL-GRNS

Renforcement de l'Engagement des Acteurs Locaux
dans la Gouvernance des Ressources Naturelles
dans le Septentrion Cameroun



Réseau de Lutte
contre la Faim
RELUFA

RAPPORT D'ETUDE

GENRE, INÉGALITÉS ET RÉSILIENCE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Dans les Régions du Nord et de l'Adamaoua — Cameroun

Projet REAL-GRNS

*Renforcement de l'Engagement des Acteurs Locaux sur la Gouvernance des
Ressources Naturelles dans le Septentrion*

RELUFA - Financement : Union Européenne

Terrain : décembre 2025 – janvier 2026 | Version finale validée – avril 2026

Müller PASSALE SAH

Expert en Gestion des Ressources Naturelles et Genre

*Ce rapport est produit avec le soutien financier de l'Union Européenne. Son contenu relève de la
seule responsabilité de l'auteur et ne reflète pas nécessairement l'avis de l'UE et du RELUFA.*

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

Sigle	Désignation
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ANOVA	Analysis of Variance – Analyse de la Variance
BSG	Budgétisation Sensible au Genre
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CED	Centre pour l'Environnement et le Développement
ETP	Évapotranspiration Potentielle – indicateur du stress hydrique des cultures
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FGD	Focus Groups Différenciés par sexe – 60 sessions conduites en langues locales
FODER	Forêts et Développement Rural
GAD	Gender and Development – Approche Genre et Développement (cadre Moser)
GCF	Green Climate Fund – Fonds Vert pour le Climat
GIC	Groupement d'Intérêt Communautaire
GIEC	Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GWP	Global Water Partnership
IMF	Institution de Microfinance
IPC	Integrated Phase Classification – Classification Intégrée de la Sécurité Alimentaire
KII	Key Informant Interview – Entretien Semi-structuré avec Informateur Clé
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINEPIA	Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales
ONACC	Observatoire National des Changements Climatiques
OSC	Organisation de la Société Civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCD	Plan Communal de Développement
PNACC	Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques
PNDP	Programme National du Développement Participatif
RAP	Recherche-Action Participative
REAL-GRNS	Renforcement de l'Engagement des Acteurs Locaux sur la Gouvernance des Ressources Naturelles dans le Septentrion
RELUFA	Réseau de Lutte contre la Faim
SAS	Statistical Analysis System – logiciel d'analyse statistique
SND30	Stratégie Nationale de Développement 2020-2030
SPSS	Statistical Package for the Social Sciences

WID	Women in Development – Approche Femmes et Développement (précurseur du GAD)
ZIC	Zone d'Intérêt Cynégétique

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le présent rapport de mission s'inscrit dans le cadre du projet REAL-GRNS (Renforcement de l'Engagement des Acteurs Locaux sur la Gouvernance des Ressources Naturelles dans le Septentrion), porté par le consortium CED-FODER-RELUFA avec le financement de l'Union Européenne. Conduite sur le terrain entre décembre 2025 et janvier 2026 dans six départements des régions du Nord (Mayo-Louti, Bénoué, Mayo-Rey) et de l'Adamaoua (Vina, Mbéré, Mayo-Banyo), cette étude analyse avec rigueur l'interaction entre dynamiques de genre, inégalités structurelles et résilience des systèmes alimentaires. L'ampleur du dispositif de collecte — 600 enquêtes ménages par KoboCollect, 40 entretiens avec informateurs clés (KII) et 60 sessions de Focus Groups Différenciés (FGD) conduits séparément par sexe en langues locales — garantit la robustesse statistique et la profondeur qualitative des conclusions.

PARADOXE PRODUCTIF CENTRAL

Les femmes assurent 97,5 % des tâches de production vivrière et 95 % des activités de transformation : elles sont le pilier de la sécurité alimentaire domestique. Pourtant, elles ne contrôlent que 12,5 % des décisions de vente des récoltes, accèdent à moins de 5 % des terres arables en propriété effective, affichent un taux d'analphabétisme de 38,8 % (contre 17,4 % chez les hommes) et bénéficient de moins de 8 % du crédit agricole formel. Ce paradoxe productif est le nœud gordien de la vulnérabilité alimentaire du Septentrion — et l'axe structurant de l'ensemble des recommandations du présent rapport.

Quatre résultats majeurs

RÉSULTAT CLE N°1 — LA SÉCHERESSE COMME MULTIPLICATEUR DE VULNÉRABILITÉ SEXOSPÉCIFIQUE

La sécheresse (citée par 92,5 % des répondants) et la baisse des rendements (93,89 %) agissent comme des multiplicateurs de vulnérabilité différenciés par le genre : chaque épisode de sécheresse contraint les femmes à +3 à 5 heures de collecte d'eau quotidienne supplémentaires (puits taris dès mars au Mayo-Louti), la raréfaction du bois de chauffe génère des risques sécuritaires croissants lors des collectes nocturnes, et la femme devient la « variable d'ajustement calorique » du ménage — première à réduire sa propre ration pour préserver l'alimentation des enfants et du mari.

RÉSULTAT CLE N°2 — L'INÉGALITÉ FONCIÈRE : VERROU SYSTÉMIQUE CENTRAL

L'exclusion foncière quasi-totale des femmes constitue le mécanisme de blocage le plus puissant : l'ANOVA confirme une corrélation de $r=0,82$ entre l'insécurité foncière féminine et le faible taux d'adoption des semences améliorées — l'une des plus fortes corrélations de l'étude. Les parcelles féminines présentent des taux de dégradation 25 à 30 % supérieurs à ceux des parcelles masculines, et les cultures des femmes flétrissent 5 à 7 jours avant celles des hommes lors des poches de sécheresse. Le mécanisme est d'une rationalité économique implacable : sans garantie foncière, aucun investissement dans la résilience à long terme n'est rationnel pour une femme susceptible d'être expulsée à tout moment.

RÉSULTAT CLE N°3 — LE BLOCAGE EST INSTITUTIONNEL, NON PSYCHOLOGIQUE

Résultat le plus contre-intuitif et le plus stratégiquement décisif : 91 % des hommes interrogés rejettent les pratiques discriminatoires passées et 95 % se déclarent favorables au co-financement des intrants pour leurs épouses — données obtenues en FGD en langues locales, par des enquêteurs

masculins, dans un environnement de confiance dépourvu d'effet de désirabilité sociale. La volonté de changement est quasi-universelle chez les hommes du Septentrion. Dans les ménages où l'homme partage effectivement les décisions agricoles, le rendement augmente de +22 %. L'enjeu stratégique n'est donc plus de « sensibiliser les mentalités » — largement acquises — mais de transformer les structures institutionnelles et coutumières.

RÉSULTAT CLE N°4 — LA GOUVERNANCE LOCALE : STRUCTURELLEMENT VERROUILLÉE

Moins de 10 % des organisations de producteurs enquêtées sont présidées par des femmes. Les réunions communautaires se tiennent systématiquement en dehors des horaires compatibles avec les charges domestiques féminines (soir, lieux éloignés). La norme sociale « la femme ne doit pas parler devant les hommes » (citée par 35,88 % des répondants) maintient une exclusion de facto des sphères décisionnelles, conduisant à l'effacement total des besoins féminins des plans de résilience communautaires.

Feuille de route stratégique

Les recommandations s'organisent autour de cinq groupes d'acteurs cibles et quatre priorités transversales opérationnelles : (i) la sécurisation foncière contractuelle par des baux de résilience de 5 à 10 ans validés par les autorités traditionnelles ; (ii) la libération du temps féminin par des infrastructures d'accès à l'eau potable et à l'énergie solaire (réduction de 50 % de la corvée-eau) ; (iii) l'alphabétisation fonctionnelle en langues locales (Fulfuldé, Gbaya, Moundang, etc...) avec supports illustrés et cliniques agricoles mobiles ; (iv) les clubs de masculinité positive animés par des champions du changement identifiés et formés dans chaque localité. Ces interventions ne relèvent pas de l'impératif moral : elles constituent des impératifs d'efficacité économique documentés par les données terrain et validés par la littérature internationale (FAO, 2023 ; Banque Mondiale ; ONU Femmes, 2025). Si les femmes avaient le même accès aux ressources productives que les hommes, la production agricole dans les zones vulnérables du Septentrion pourrait augmenter de 20 à 30 % — le levier agricole le plus rentable disponible dans la zone d'étude.

EXECUTIVE SUMMARY

This mission report is produced under the REAL-GRNS project (Strengthening the Engagement of Local Actors in the Governance of Natural Resources in Northern Cameroon), led by RELUFA and implemented by a consortium comprising the Centre for Environment and Development (CED) and Forests and Rural Development (FODER), with funding from the European Union. Field data were collected between December 2025 and January 2026 across six divisions of the North Region (Mayo-Louti, Bénoué, Mayo-Rey) and Adamawa Region (Vina, Mbéré, Mayo-Banyo), through 600 household surveys (KoboCollect), 40 Key Informant Interviews (KII) and 60 sex-disaggregated Focus Group Discussions (FGD) conducted in local languages (Fulfulde, Gbaya, Moundang, ...) to overcome barriers linked to patriarchal norms.

Four major findings structure the study's conclusions. (1) Drought (92.5% of respondents) and declining yields (93.89%) act as gender-specific vulnerability multipliers: women are forced to spend an additional 3 to 5 hours per day collecting water, directly reducing their time for income-generating activities and eroding their children's school attendance. (2) Land inequality is the central systemic lock: ANOVA confirms $r=0.82$ between women's land insecurity and low adoption of improved seeds; female plots degrade 25-30% faster than male plots; women's crops wilt 5-7 days earlier during drought episodes. (3) The most counter-intuitive and strategically decisive finding: 91% of men reject past discriminatory practices and 95% support co-financing inputs for their wives — the barrier is institutional, not psychological. In households with shared agricultural decision-making, yields increase by +22%. (4) Local governance remains structurally locked, with less than 10% of producer organizations chaired by women and the social norm 'women should not speak before men' cited by 35.88% of respondents.

Recommendations target five actor groups with measurable indicators, centered on contractual land security (5–10 year Resilience Leases endorsed by traditional authorities), time liberation (water and solar energy infrastructure), functional literacy in local languages, and positive masculinity clubs driven by identified champions. These are economic efficiency imperatives validated by international literature (FAO, 2023; World Bank; UN Women, 2025): if women had equal access to productive resources, agricultural output in the study area could increase by 20–30%.

CHAPITRE I : INTRODUCTION GÉNÉRALE ET CADRAGE CONCEPTUEL

1.1. Contexte général : le Septentrion à la croisée des crises

Le Septentrion camerounais — regroupant ici les régions du Nord et de l'Adamaoua — constitue l'une des zones les plus exposées aux effets conjugués du changement climatique, de la pression démographique croissante et des inégalités structurelles de genre. Ces régions abritent des populations rurales dont la survie est étroitement liée à une agriculture pluviale de subsistance, exposée à une variabilité climatique de plus en plus marquée dont les effets se font sentir dès la sélection des semences au début de chaque campagne agricole.

La sécheresse est citée par 92,5 % des enquêtés comme la menace climatique principale, avec des effets différenciés selon la zone agro-écologique. Dans la plaine soudano-sahélienne du Nord, le raccourcissement de la saison des pluies — mesurée à moins de 90 jours utiles dans le Mayo-Louti contre 110 à 120 jours dans les années 1990 — et la récurrence des poches de sécheresse intrasaisonnières détruisent les semis précoces et compromettent la levée des cultures céréalières. Le profil de risque climatique du Cameroun (GIZ, 2022) indique que la proportion de la population affectée par au moins une vague de chaleur par an devrait passer de 3,2 % en 2000 à 13,3 % en 2080, entraînant une mortalité liée à la chaleur de 2,5 à 9,1 décès pour 100 000 personnes par an. Dans les hauts plateaux de l'Adamaoua — véritable château d'eau du Septentrion alimentant en eau douce le bassin du lac Tchad et les systèmes fluviaux de la Bénoué — une hausse des températures moyennes de l'ordre de +1,2°C depuis 1980 accélère le tarissement des points d'eau pastoraux dès le milieu de la saison sèche, exacerbant les conflits fonciers entre éleveurs transhumants et agriculteurs sédentaires.

L'Observatoire National des Changements Climatiques (ONACC, 2019) précise que les rendements agricoles au Cameroun ont été fortement affectés entre 1998 et 2012 en raison des variations climatiques, notamment des fluctuations de température et de la variabilité des précipitations. En 2024, les régions du Nord et de l'Adamaoua demeurent fortement touchées par l'insécurité alimentaire : près de 10 % de la population se trouve en insécurité alimentaire aiguë, dont 9,75 % en crise (IPC Phase 3) et 0,3 % en urgence (IPC Phase 4). Environ 400 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë au niveau national — une situation particulièrement concentrée dans le Septentrion et dont les coûts économiques annuels dépassent 1,5 % du PIB camerounais (UNICEF/PAM, 2023). Ces chiffres sont d'autant plus alarmants qu'ils surviennent dans une zone dotée d'un potentiel agricole et pastoral considérable, révélant ainsi que la crise alimentaire du Septentrion est avant tout une crise de gouvernance, non une fatalité écologique.

Le projet REAL-GRNS part d'un constat fondamental et empiriquement démontré par les données de terrain : les politiques climatiques et agricoles échouent structurellement parce qu'elles ignorent la dimension sexospécifique de la gestion des ressources naturelles. La justification de cette étude repose sur la convergence de trois réalités simultanées : l'accélération documentée des changements climatiques dans le Septentrion, la persistance de structures d'inégalités de genre profondément enracinées dans le droit coutumier et les normes sociales, et l'existence d'un potentiel de transformation sociale via la masculinité positive encore massivement inexploité par les politiques publiques nationales et les programmes des partenaires techniques et financiers.

NOTE AGRONOMIQUE

Observation de terrain critique — Bilan hydrique et genre : Dans le Mayo-Louti et la partie nord de la Bénoué, les données pluviométriques locales collectées en décembre 2025 confirment une tendance lourde : l'ETP (évapotranspiration potentielle) dépasse le cumul pluviométrique annuel de 200 à 350 mm, plaçant l'agriculture en déficit hydrique structurel. Dans ce contexte, les micro-parcelles féminines situées en position topographique défavorable (versants exposés, bas-fonds engorgeables mais asséchants rapidement) cumulent le déficit hydrique ambiant ET la dégradation physique des sols. L'effet conjoint de ces deux facteurs explique scientifiquement pourquoi les cultures féminines flétrissent 5 à 7 jours avant les cultures masculines lors des épisodes de sécheresse intrasaisonnière : ce n'est pas une fatalité, c'est le résultat mécanique de l'inégalité foncière appliquée à un contexte de stress hydrique croissant.

1.2. Cadre conceptuel : définitions et interrelations

Afin d'établir un socle analytique cohérent et partagé entre les différentes parties prenantes du projet REAL-GRNS, cette section définit les six concepts structurants mobilisés dans l'étude et met en évidence leurs interrelations dans le contexte spécifique du Septentrion camerounais. Ces définitions ne sont pas académiques pour l'exercice : elles conditionnent directement la pertinence des indicateurs de résultat et la cohérence des recommandations stratégiques.

a) Le genre

Le genre désigne l'ensemble des rôles, responsabilités, droits et opportunités socialement attribués aux femmes et aux hommes dans un contexte culturel et historique donné. Contrairement au sexe biologique, le genre est une construction sociale susceptible d'évoluer. Dans le Septentrion, les normes de genre déterminent avec une précision quasi-institutionnelle : qui a accès à la terre (plus de 85 % des terres contrôlées par les hommes via le droit coutumier patrilinéaire ou le droit de lamidat) ; qui contrôle les revenus agricoles (62,5 % des décisions de vente prises par les hommes seuls) ; et qui peut s'exprimer dans les instances communautaires (la norme « la femme ne doit pas parler devant les hommes » citée par 35,88 % des répondants). Le genre n'est donc pas un facteur parmi d'autres dans la crise alimentaire du Septentrion : il en est l'architecture invisible.

Le cadre analytique mobilise deux outils complémentaires. Premièrement, le Harvard Analytical Framework articule trois dimensions : le profil d'activité (qui fait quoi dans la chaîne de valeur alimentaire ?), le profil d'accès et de contrôle des ressources (qui possède quoi, qui décide de quoi ?) et l'analyse des besoins — en distinguant les besoins pratiques immédiats (eau, semences, outils) des intérêts stratégiques à long terme (droits fonciers, représentation politique, autonomie économique). Deuxièmement, le cadre de Caroline Moser (GAD, 1993) opère la distinction cruciale entre les trois rôles féminins — productif (agriculture, élevage, transformation), reproductif (soins, cuisine, collecte d'eau) et communautaire (tontines, groupements) — et identifie la « triple charge » féminine comme le principal mécanisme de captation du temps productif des femmes au profit des besoins immédiats du ménage, au détriment de leur investissement dans la résilience à long terme.

b) Les inégalités structurelles

Les inégalités renvoient aux disparités systémiques d'accès aux ressources productives, aux opportunités économiques et aux espaces de pouvoir décisionnel, qui se reproduisent et s'auto-entretiennent en dehors de toute intention discriminatoire consciente. L'étude adopte une approche intersectionnelle — conceptualisée par Kimberlé Crenshaw (1989) et opérationnalisée par Moser — qui croise systématiquement le genre avec l'âge, le statut matrimonial (monogame : 55 %, polygame : 32 %, veuf/divorcé : 13 % en moyenne), le niveau d'instruction, la localisation géographique et l'appartenance ethnique.

Cette démarche permet d'identifier les « poches de vulnérabilité cumulée » les plus accentuées. Le profil de vulnérabilité extrême identifié par l'étude — femme jeune, veuve, analphabète, sans titre foncier, résidant en zone sahélienne du Mayo-Louti — cumule toutes les dimensions d'inégalité simultanément : exclusion informationnelle (analphabétisme), exclusion foncière (perte du droit d'usage à la dissolution du mariage), exclusion financière (absence de garantie), exclusion décisionnelle (norme de silence en public) et surexposition climatique (zone la plus aride). Ces femmes représentent le segment le plus fragile des systèmes alimentaires du Septentrion et constituent la cible prioritaire des interventions de résilience.

c) La résilience des systèmes alimentaires

La résilience des systèmes alimentaires est la capacité d'un ménage ou d'une communauté à absorber les chocs climatiques (résistance), à s'adapter aux nouvelles conditions environnementales (adaptation) et à se transformer structurellement pour garantir durablement la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation d'une alimentation suffisante et nutritive (transformation). Ce triptyque — absorber, s'adapter, se transformer — constitue les trois niveaux d'intervention du projet REAL-GRNS.

Les données de l'étude démontrent que la résilience n'est pas une fatalité climatique conditionnée par la pluviométrie : c'est une construction sociale conditionnée par la gouvernance des ressources. Dans les ménages où l'homme partage les décisions agricoles, le rendement augmente de +22 %. Si les femmes avaient

le même accès aux ressources productives que les hommes, la production agricole dans les zones vulnérables du Septentrion pourrait augmenter de 20 à 30 % (FAO, 2023). L'équité de genre est ainsi le levier de résilience le plus rentable disponible dans la zone d'étude — et le plus sous-utilisé par les politiques publiques actuelles.

d) Les systèmes alimentaires locaux

Les systèmes alimentaires englobent l'ensemble des acteurs, activités et processus intervenant dans la production, la transformation, la distribution et la consommation des aliments. Dans le Septentrion, ces systèmes sont essentiellement informels et reposent sur une main-d'œuvre féminine pour la production vivrière (97,5 % des tâches), la transformation agroalimentaire (95 %) et les circuits de commercialisation de proximité (marchés hebdomadaires, vente bord-champ). Cette prédominance féminine dans la chaîne de valeur alimentaire rend absurde — et économiquement contre-productif — tout programme de renforcement de la sécurité alimentaire qui ignorerait les besoins et les contraintes des femmes.

Pourtant, le travail féminin est systématiquement requalifié par les chefs de ménage masculins comme une « aide familiale » — un phénomène d'invisibilisation économique documenté par Hatton (2017) et amplifié dans le Septentrion par les normes culturelles islamiques et animistes dominantes. Ce mécanisme d'invisibilisation conduit concrètement les agents de vulgarisation agricole à s'adresser prioritairement aux « chefs d'exploitation » masculins, ignorant les actrices réelles de la production vivrière, et les statistiques agricoles officielles à sous-estimer massivement la contribution féminine à la sécurité alimentaire nationale.

e) Le changement climatique : multiplicateur de vulnérabilité sexospécifique

Le changement climatique agit dans le Septentrion non pas comme une cause nouvelle et autonome de vulnérabilité, mais comme un multiplicateur des inégalités structurelles préexistantes (Kaboré, 2025 ; ONU Femmes, 2025 ; Denton, 2002). Ses effets sont sexospécifiques selon trois canaux analytiquement distincts documentés par l'étude : la féminisation de la corvée (la raréfaction de l'eau augmente le temps de collecte de +3 à 5 heures/jour, directement soustrait aux AGR féminines) ; les stratégies de survie négatives (la déscolarisation des filles est le premier levier d'ajustement des ménages en situation de crise — une « économie de la crise » à coût humain différé considérable) ; et l'exclusion décisionnelle dans les comités de crise locaux (majoritairement masculins, ils ignorent structurellement les besoins spécifiques des productrices, conduisant à des plans de résilience communautaires qui ne répondent pas aux priorités féminines).

D'un point de vue agronomique, l'impact climatique sur les cultures féminines est également conditionné par la qualité des sols. Les parcelles allouées aux femmes — souvent marginales, épuisées, en position topographique défavorable — ont une capacité de rétention d'eau intrinsèquement inférieure. Dans un contexte de sécheresse intrasaisonnière, l'effet conjoint du déficit hydrique climatique et de la faible réserve utile des sols féminins amplifie l'impact sur les rendements de manière non-linéaire : une baisse de 20 % de la pluviométrie se traduit par une perte de rendement de 35 à 40 % sur les parcelles féminines les plus dégradées, contre 15 à 20 % sur des parcelles masculines mieux entretenues à même exposition. Ce différentiel de sensibilité climatique est directement imputable à l'inégalité foncière, non à une moindre compétence agronomique des femmes.

f) La masculinité positive

La masculinité positive est le paradigme analytique et opérationnel qui reconnaît les hommes non pas comme des obstacles monolithiques à l'égalité de genre, mais comme des alliés indispensables et souvent déjà disposés à la transformation sociale. Il valorise les comportements masculins fondés sur le partage du pouvoir décisionnel intra-ménage, la redistribution équitable des ressources productives et la reconnaissance publique du rôle productif des femmes — comportements qui se traduisent concrètement par des gains de rendement agricole mesurables et documentés.

Le résultat central et contre-intuitif de l'étude est que 91 % des hommes interrogés rejettent les pratiques discriminatoires passées et 95 % sont favorables au co-financement des intrants pour leurs épouses. Cette distinction fondamentale — le blocage est institutionnel et coutumier, non psychologique — transforme radicalement la stratégie d'intervention du projet REAL-GRNS : l'enjeu n'est plus de « sensibiliser les mentalités » (largement acquises), mais de transformer les structures institutionnelles qui empêchent la volonté individuelle de se traduire en pratique quotidienne : absence de mécanismes de formalisation des droits

d'usage fonciers féminins, absence de quotas contraignants dans les instances de gouvernance locale, absence de produits de crédit accessibles sans garantie foncière, horaires et lieux de réunions incompatibles avec les contraintes domestiques féminines.

1.3. Objectifs et questions de recherche

L'objectif général de l'étude est d'analyser de manière approfondie et chiffrée l'impact des inégalités de genre sur la résilience des systèmes alimentaires locaux face aux changements climatiques, afin de fournir au RELUFA et à ses partenaires une boussole stratégique pour intégrer le genre non comme variable d'ajustement ou impératif moral accessoire, mais comme moteur central et levier économique de la sécurité alimentaire durable dans le Septentrion.

Les quatre objectifs spécifiques se déclinent comme suit :

- Analyser les rôles différenciés des hommes et des femmes dans l'ensemble de la chaîne de valeur alimentaire du Septentrion — de la préparation des sols à la commercialisation — en identifiant les mécanismes d'invisibilisation économique et statistique du travail féminin ;
- Identifier et quantifier les barrières structurelles d'accès aux ressources productives (terre, crédit formel, intrants améliorés, formation technique, information agroclimatique) selon le genre et la localisation géographique, en distinguant les effets propres à chaque département ;
- Évaluer les capacités d'adaptation différenciées des communautés face aux chocs climatiques et documenter la vulnérabilité sexospécifique de manière quantifiée et spatialisée, en reliant les données terrain aux indicateurs de stress climatique mesurables ;
- Proposer des leviers opérationnels pour une masculinité positive et une gouvernance inclusive des ressources naturelles, avec des recommandations structurées par groupes d'acteurs, assorties d'indicateurs de résultat mesurables et d'une feuille de route de mise en œuvre.

Ces objectifs s'articulent autour de quatre questions de recherche directrices : (i) Comment les inégalités de genre structurent-elles l'accès aux ressources productives et conditionnent-elles la résilience alimentaire des ménages dans le Septentrion, au-delà des discours institutionnels ? (ii) Dans quelle mesure le changement climatique aggrave-t-il les vulnérabilités spécifiques des femmes rurales, et quels mécanismes d'adaptation genrés émergent-ils spontanément en l'absence de soutien institutionnel ? (iii) Quels sont les leviers institutionnels, sociaux et techniques permettant de transformer les dynamiques de genre vers plus d'équité et de résilience collective, avec quels délais et quels coûts ? (iv) Comment la masculinité positive peut-elle devenir un moteur concret et mesurable de renforcement de la sécurité alimentaire à l'échelle du ménage et de la communauté ?

1.4. Zones d'étude et acteurs enquêtés

L'étude couvre six départements dans les deux régions cibles, représentant délibérément la diversité agro-écologique, ethnolinguistique et socio-institutionnelle du Septentrion. Ce choix garantit que les conclusions et recommandations sont robustes à la diversité des contextes locaux et non conditionnées par les spécificités d'une zone particulière.

Dans la région du Nord, trois départements ont été couverts. Le Mayo-Louti (Figuil, Guider, Mayo-Oulo, Bidzar, Lam, Biou, Mourla, Dourbey, Dibi, Douka) constitue le bassin céréalier le plus dense de la région, caractérisé par une forte pression des autorités traditionnelles (Lamidats et chefferies de troisième degré), une progression de l'orpaillage traditionnel comme stratégie de diversification masculine, et les taux d'analphabétisme féminins les plus élevés de l'étude (45 % de femmes sans instruction). La Bénoué (Garoua périphérie, Karewa, Douka Longo, Laïndé Massa, Mafa Kilda) constitue le pôle d'échanges commerciaux et de maraîchage de contre-saison, avec une influence significative des activités de pêche sur le Niger et ses affluents. Le Mayo-Rey (Guidjibba, Banda, Manguiewa, Djabba, Lagba, Dogba) se distingue par ses grandes exploitations cotonnières SODECOTON, les enjeux de conservation du parc national et des ZIC, et des dynamiques frontalières influençant les circuits de commercialisation et les migrations saisonnières.

Dans la région de l'Adamaoua, trois autres départements ont été couverts. La Vina (Ngaoundéré, Belel, Ngan-Ha, Martap, Gatouguel, Mbang-Mboum, Manwi, Bini, Dang) constitue le bassin laitier et céréalier de

l'Adamaoua, avec un accès financier via les IMF significativement meilleur qu'au Nord. Le Mbéré (Meiganga, Djohong, Dir, Kalaldi, Gado-Badzéré) se caractérise par des systèmes alimentaires à base de manioc et d'igname et la présence de populations déplacées en provenance de la République Centrafricaine, influençant les dynamiques foncières et les normes de genre. Le Mayo-Banyo (Less Wouroum, Gandoua, Gamti, Banyo, Nyamsouméré) présente une gouvernance foncière spécifique des Lamidats de haute altitude, une gestion agro-pastorale de contact particulièrement exposée aux conflits transhumance/agriculture, et — donnée remarquable — 100 % des postes de trésoriers dans les GIC occupés par des femmes, signe d'une reconnaissance de leur probité gestionnaire.

Les catégories d'acteurs enquêtés comprenaient : 600 ménages agricoles (50,4 % Nord / 49,6 % Adamaoua, parité de genre stricte dans la sélection des chefs de ménage interviewés) via questionnaire structuré KoboCollect ; 40 informateurs clés incluant autorités traditionnelles (Ardo, Lamibé, chefs de village), autorités administratives et délégués sectoriels MINADER/MINEPIA ; 60 sessions de FGD séparés par sexe, conduits en Fulfuldé, Gbaya et Moundang par des enquêteurs de même genre pour maximiser la liberté de parole.

CHAPITRE II : APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE ET DÉMARCHE ANALYTIQUE

2.1. Principes directeurs et phases de l'étude

La méthodologie a été conçue pour garantir une rigueur scientifique conforme aux standards des études genre en développement rural (FAO, 2023 ; GWP & ONU Femmes, 2024) tout en restant ancrée dans les réalités socioculturelles locales du Septentrion. Elle repose sur deux principes cardinaux : la transversalité du genre (Gender Mainstreaming) appliquée dès la conception des outils de collecte — chaque question du questionnaire ménage intègre une désagrégation par sexe — et la redevabilité envers les groupes marginalisés, dont la parole est recueillie dans un dispositif délibérément conçu pour neutraliser les effets inhibiteurs des normes patriarcales.

La revue documentaire préalable a couvert plus de 40 documents structurés en cinq catégories : textes législatifs (Ordonnance foncière n°74-1 du 6 juillet 1974 fixant le régime foncier au Cameroun) et politiques nationales (SND30, PNACC, PNDP) ; rapports prospectifs du GIEC (2022) et de la FAO (2023) ; études régionales (GWP & ONU Femmes, 2024 ; GIZ, 2022 ; Kaboré, 2025) ; travaux de référence en genre et développement (Denton, 2002 ; Terry, 2009 ; Moser, 1993 ; Hatton, 2017) ; et données statistiques nationales (ONACC, 2019 ; MINADER/CH-IPC, 2024).

L'approche de Recherche-Action Participative (RAP) structure la démarche en trois phases séquentielles et complémentaires. La Phase préparatoire (octobre-novembre 2025) a consisté en un cadrage conceptuel collaboratif avec l'équipe RELUFA, une revue documentaire exhaustive, et l'élaboration puis la validation des outils de collecte — questionnaires KoboCollect, guides d'entretien KII, guides FGD — préalablement testés sur un sous-échantillon de 30 ménages dans deux villages représentatifs des deux zones agro-écologiques. La Phase de collecte terrain (décembre 2025 – janvier 2026) a mobilisé des équipes d'enquêteurs bilingues formés à l'approche genre et maîtrisant les langues locales, déployés sur 15 jours dans les deux régions avec un protocole de contrôle qualité quotidien. La Phase de traitement et de reporting (février-mars 2026) a compris l'analyse des données quantitatives sous SAS et SPSS, l'analyse thématique des données qualitatives par codage axial, la triangulation systématique entre les trois sources et la formulation des recommandations opérationnelles.

2.2. Outils et dispositif de collecte

La collecte mobilise une approche mixte combinant méthodes quantitatives et qualitatives de manière complémentaire et mutuellement validante, conformément aux meilleures pratiques en matière de recherche sur la sécurité alimentaire et le genre en contexte de faible alphabétisation.

Enquêtes ménages par KoboCollect

600 ménages agricoles ont été enquêtés par questionnaire structuré administré sur tablette Android via l'application KoboCollect, garantissant l'intégrité et la traçabilité des données. L'échantillonnage a utilisé une stratification à deux degrés : tirage aléatoire systématique des villages dans chaque département, puis sélection aléatoire des ménages au sein de chaque village. La parité de genre dans la sélection des répondants principaux a été imposée par le protocole (50 % femmes chef de ménage ou chef économique du ménage). Le questionnaire couvre 85 variables structurées en huit modules : identification du ménage et profil socio-démographique, systèmes de production et calendrier agricole, accès aux ressources (foncier, crédit, intrants, information), prise de décision intra-ménage, impacts climatiques perçus, stratégies d'adaptation, participation aux instances locales, et perceptions de la masculinité positive. Les données ont été traitées sous SAS pour les analyses descriptives et corrélatives, et sous SPSS pour les analyses de variance (ANOVA).

Entretiens avec informateurs clés (KII)

40 entretiens semi-structurés ont été conduits avec trois catégories d'informateurs clés : (i) autorités traditionnelles — Ardo (chefs de groupement peul), Lamibé (chefs de lamidat), chefs de village — pour documenter les normes foncières coutumières, les mécanismes de résolution des conflits et les marges de manœuvre pour la formalisation des droits féminins ; (ii) autorités administratives — sous-préfets, délégués départementaux MINADER et MINEPIA — pour analyser le « vide d'implémentation » entre les politiques

nationales et les réalités locales ; (iii) leaders d'organisations paysannes et de GIC mixtes, pour évaluer les pratiques de gouvernance interne et les obstacles à la représentation féminine.

Focus Groups Différenciés (FGD)

60 sessions de FGD ont été conduites séparément par sexe dans les langues locales (Fulfuldé, Gbaya, Moundang) par des enquêteurs de même genre que les participants — protocole essentiel pour neutraliser les effets de désirabilité sociale et lever les barrières de parole liées aux normes patriarcales. Les FGD féminins ont fourni les données les plus riches sur les stratégies d'adaptation spontanées, les solidarités informelles (tontines, groupements Gbaya) et les besoins prioritaires des femmes. Les FGD masculins ont livré le résultat le plus contre-intuitif de l'étude : le rejet massif des pratiques discriminatoires et l'adhésion quasi-universelle au principe de co-financement des intrants féminins.

2.3. Cadres analytiques

L'analyse mobilise trois cadres complémentaires pour une interprétation à la fois sociologique, économique et opérationnelle des données collectées.

Le Harvard Analytical Framework structure l'analyse selon trois dimensions : le profil d'activité (cartographie de qui fait quoi dans la chaîne de valeur alimentaire, heure par heure) ; le profil d'accès et de contrôle des ressources (qui possède quoi, qui contrôle quoi, qui décide quoi) ; et l'analyse des besoins en distinguant les besoins pratiques immédiats (eau, semences, outils, crédit de court terme) des intérêts stratégiques à long terme (droits fonciers sécurisés, représentation dans les instances décisionnelles, autonomie économique durable). Cette distinction est stratégiquement décisive pour le projet REAL-GRNS : les interventions répondant aux besoins pratiques (forage, moulin) sont nécessaires mais insuffisantes si elles ne s'accompagnent pas d'interventions visant les intérêts stratégiques (formalisation foncière, quotas de représentation).

Le cadre Moser (GAD) approfondit l'analyse en explorant les trois rôles féminins — productif, reproductif, communautaire — et la « triple charge » qui en résulte. Il opère la distinction critique entre ce dont les femmes ont besoin maintenant (besoins pratiques) et ce dont elles ont besoin pour transformer leur position structurelle de long terme (intérêts stratégiques). Cette distinction guide directement la priorisation des recommandations : agir uniquement sur les besoins pratiques sans toucher aux structures d'inégalité reproduit à terme les mêmes vulnérabilités.

L'analyse intersectionnelle croise systématiquement le sexe avec l'âge (moins de 30 ans / 30-45 ans / plus de 45 ans), le statut matrimonial, le niveau d'instruction et la localisation géographique pour identifier les dynamiques de vulnérabilité cumulée et éviter les généralisations abusives. Elle révèle notamment que les inégalités de genre sont significativement plus sévères dans le Mayo-Louti et le Mayo-Rey (nord aride) que dans la Vina et le Mayo-Banyo (Adamaoua), suggérant que les interventions doivent être modulées selon le département et non appliquées uniformément.

CHAPITRE III : ANALYSE DIAGNOSTIQUE — PROFILS, SYSTÈMES DE PRODUCTION ET ACCÈS AUX RESSOURCES

3.1. Divergence des écosystèmes et fracture agro-écologique

a) Deux systèmes alimentaires, deux logiques de survie

Le Septentrion n'est pas un bloc agro-écologique monolithique. L'analyse comparative des données de terrain révèle une fracture nette et structurante entre la zone soudano-sahélienne du Nord et les hauts plateaux de l'Adamaoua, dont toute politique d'intervention qui l'ignorerait serait condamnée à l'inefficacité. Ces deux zones imposent des stratégies de survie fondamentalement différentes, des profils de risque climatique distincts et des dynamiques d'inégalité de genre aux expressions variées bien que relevant des mêmes mécanismes systémiques.

Modalités	Région du Nord	Région de l'Adamaoua	Explication scientifique et implications
Profil de production dominant	Intensif céréalier : maïs, sorgho, coton, arachide (85 % activités de revenu)	Agro-pastoral / tubercule : manioc, igname, élevage bovin (72 % activités revenu ; salariat agricole 45 %)	Aridification croissante au Nord → cultures à cycle court < 90 jours ; sols ferrallitiques plus profonds en Adamaoua permettant une diversification plus large et une meilleure rétention hydrique
Indice d'autoconsommation	45 % — forte orientation marché, dépendance aux prix	72 % — stratégie de subsistance dominante avec le manioc comme « banque alimentaire »	Au Nord, la dépendance au marché crée une vulnérabilité double : climatique ET économique (inflation des prix des céréales en période de soudure). En Adamaoua, le manioc sécurise la calorie mais ne génère pas de revenus monétaires suffisants pour les investissements de résilience
Déterminant des choix de cultures	Contrainte climatique + disponibilité intrants (SODECOTON structurante : 52 % des exploitations)	Disponibilité main-d'œuvre et normes sociales de partage de la parcelle	Au Nord, l'intégration SODECOTON crée une dépendance aux intrants chimiques structurant le calendrier et la trésorerie des ménages, au détriment de la diversification alimentaire valorisée par les femmes
Période de soudure critique	Mai–Septembre (4-5 mois au Mayo-Louti ; stocks épuisés dès avril par remboursement des dettes d'intrants)	Juillet–Septembre (7-8 mois dans la Vina, aggravée par les ventes précoces de stocks pour frais scolaires)	Insécurité cyclique et sévère au Nord ; insécurité structurelle en Adamaoua. Dans les deux cas, ce sont les femmes qui réduisent leur ration en priorité — la « femme variable d'ajustement calorique » du ménage
Accès aux semences améliorées	<5 % (femmes) vs 22 % (hommes) ; SODECOTON principale source mais avec obligations de remboursement pénalisantes	<5 % (femmes) vs 35 % (hommes) ; 76,7 % au Mayo-Banyo vs 17 % dans la Vina — forte variance intra-régionale	ANOVA : corrélation $r=0,82$ entre insécurité foncière féminine et faible adoption des semences améliorées. Sans sécurité du titre foncier, l'investissement en semences améliorées n'est pas économiquement rationnel pour une femme susceptible d'être expulsée de sa parcelle

Source : RELUFA, Étude terrain 2025-2026.

Dans le Nord, l'intensification des cultures céréalières et cotonnières traduit une adaptation contrainte à un climat de plus en plus aride. L'indice d'autoconsommation de 45 % signifie qu'une majorité des ménages dépend du marché pour une part significative de leur alimentation — une vulnérabilité aux fluctuations des

prix des céréales qui s'additionne à la vulnérabilité climatique, créant une fragilité structurelle à deux entrées que ni les politiques agricoles ni les politiques climatiques n'ont encore adressée de manière intégrée. Dans l'Adamaoua, l'indice de 72 % illustre la fonction de « banque alimentaire sur pied » du manioc et de l'igname. Mais cette sécurité calorique relative masque une insécurité structurelle croissante : la vente prématurée des surplus pour couvrir les frais de santé et de scolarité, faute d'autres sources de revenus monétaires pour les femmes, compromet la couverture alimentaire en période de soudure — créant le paradoxe d'une région à fort indice d'autoconsommation frappée par des pics de malnutrition saisonnière.

b) Profil de risque climatique et situation de la sécurité alimentaire

La zone d'étude subit de plein fouet le basculement climatique de la zone soudano-sahélienne. Dans le Nord, les indicateurs biophysiques rapportés par les communautés sont alarmants par leur cohérence et leur convergence : 92,5 % des enquêtés citent la sécheresse comme menace principale, 93,89 % observent une baisse continue des rendements, 90,08 % signalent une dégradation sévère des pâturages, et 94 % des répondants au Nord rapportent des sols nus avec disparition des espèces fourragères ligneuses — indicateurs d'un processus de désertification en cours qui menace la base productive de l'ensemble des systèmes alimentaires. Le tarissement précoce des puits est une réalité pour la quasi-totalité des villages visités dans le Mayo-Louti, avec des puisards atteignant le fond sec dès mars alors que la saison sèche dure jusqu'en mai-juin.

Région	Département	Couverture stocks	Soudure critique	Stratégies de survie dominantes et analyse de genre
NORD	Mayo-Louti	4-5 mois	Mai–Sept.	Vente du bétail (décision masculine) ; réduction nombre de repas (femme prend la moins bonne ration) ; migration saisonnière masculine (charge domestique augmentée pour les femmes restantes) ; stocks épuisés dès avril par remboursement dettes intrants SODECOTON
NORD	Bénoué	6-7 mois	Juin–Août	Travail journalier (non-agricole) ; maraîchage de contre-saison — principale source de revenu autonome féminin en saison sèche, mais accès à l'eau d'irrigation limité et conflits d'usage fréquents avec l'élevage
NORD	Mayo-Rey	5-6 mois	Mai–Août	Revenus de l'orpaillage traditionnel en forte croissance (stratégie masculine) ; vente de charbon de bois (dégradation forestière documentée) ; économie de bord de parc national (produits forestiers non ligneux — PFNL — collectés essentiellement par les femmes)
ADAMAOUA	Vina	7-8 mois	Juil.–Sept.	Cueillette et PFNL ; aide familiale et échanges-travail ; ventes prématurées de stocks de manioc pour frais scolaires et santé — stratégie qui fragilise la sécurité alimentaire en période de soudure malgré l'indice d'autoconsommation élevé
ADAMAOUA	Mbéré / Mayo-Banyo	5-6 mois	Mai–Août	Vente de charbon de bois (pression anthropique forestière accrue) ; migration saisonnière ; tontines féminines comme filet de sécurité informel — modèle à formaliser et appuyer dans le cadre du projet REAL-GRNS

Source : RELUFA, Étude terrain 2025-2026.

3.2. Disparités structurelles de genre dans l'accès aux ressources

a) Le fossé éducatif et l'exclusion informationnelle

L'un des constats les plus déterminants de l'étude est l'ampleur du fossé éducatif entre les sexes, dont les répercussions s'étendent bien au-delà de la simple alphabétisation pour créer une exclusion systémique des femmes de tous les canaux d'information stratégique : alertes météorologiques, prix des marchés, procédures d'accès au crédit, notifications des services de vulgarisation, contrats d'achat de récoltes.

Indicateur	Femmes (64,9 %)	Hommes (35,1 %)	Constat analytique intersectionnel et implications opérationnelles
Niveau instruction nul	38,8 % — analphabètes	17,4 %	Fossé éducatif 2x : exclusion numérique, incapacité à lire les bulletins météo ou les offres de prix de marché, dépendance aux intermédiaires masculins pour toute information stratégique — vecteur structurel de subordination économique
Niveau primaire uniquement	45,0 %	30,0 %	Cumul Nord + Adamaoua : 83,8 % des femmes ont au maximum le niveau primaire. Barrière majeure à l'adoption des innovations agroclimatiques nécessitant lecture de notices techniques ou accès aux plateformes numériques d'information
Analphabétisme (Nord seulement)	45,0 % — Mayo-Louti pire score	N/D	Barrière critique pour les dossiers de crédit, les formations et l'usage des outils numériques. Le Nord est plus affecté que l'Adamaoua (28 % sans instruction). Priorité absolue : alphabétisation fonctionnelle en langues locales avec supports illustrés
Accès propriété foncière effective	<5 % (droit d'usage précaire, révocable)	>85 % (contrôle effectif via héritage)	Droit coutumier dominant : exclusion quasi-systématique des femmes de tout titre foncier formalisable (56,5 % Nord, 38 % Adamaoua). Levier prioritaire : Baux de Résilience 15-20 ans avec aval des autorités traditionnelles et contresignature administrative
Principale barrière au crédit formel	Ignorance des offres : 58 % ; absence de garantie : 42 %	Manque de garantie : 42 %	Double peine des femmes : elles ignorent les offres ET n'ont pas de garantie. Crédit formel : <8 % (Nord) / <5 % (femmes, Adamaoua). Solution : garantie collective du groupement en lieu et place du titre foncier individuel
Accès aux formations agricoles	12 % (Nord) / 25 % (Adamaoua)	Meilleur accès via ONG et coopératives	Sessions de vulgarisation ciblant les « chefs de ménage » masculins ; horaires et lieux incompatibles avec les contraintes domestiques féminines. Innovation nécessaire : cliniques agricoles mobiles dans les quartiers féminins, entre 10h et 15h

Source : RELUFA, Étude terrain 2025-2026.

Avec 38,8 % de femmes sans aucune instruction (contre 17,4 % chez les hommes), les productrices font face à une barrière cognitive aux multiples dimensions. Cette disparité crée un « filtre masculin » sur toutes les informations stratégiques. Dans l'isolement géographique du Mayo-Louti, l'information circule quasi exclusivement par la radio locale et le bouche-à-oreille masculin. Cette barrière informationnelle renforce la dépendance aux intermédiaires masculins pour l'accès aux intrants et aux marchés, perpétuant un cycle de

précarité informationnelle dont les solutions techniques existent : SMS audio en Fulfuldé pour les alertes météo et les prix des marchés, supports illustrés pour les formations agricoles, accompagnement individuel par des pairs féminins dans les groupements.

b) L'asymétrie du pouvoir décisionnel

Type de décision	Homme seul	Conjoint-e	Femme seule	Impact sur la résilience alimentaire et analyse de genre
Choix des cultures	56,49 %	31,30 %	12,21 %	Priorité systématique aux cultures de rente (maïs, coton) au détriment de la diversification nutritionnelle portée par les femmes (légumineuses, légumes feuilles, oléagineux). Conséquence directe : déficits en micronutriments dans les ménages à décision unilatéralement masculine
Vente de la récolte	62,50 %	25,00 %	12,50 %	Phénomène de « capture de la rente » par le chef de ménage — blocage structurel du réinvestissement des bénéfices dans les AGR féminines ou les technologies de résilience (pompes solaires, semences améliorées, équipements de transformation)
Gestion des intrants agricoles	48,10 %	40,50 %	11,40 %	Légère progression de la concertation intra-ménage, mais décisions sur les intrants chimiques — type, dose, application — restent sous contrôle masculin quasi exclusif, même lorsque ce sont les femmes qui effectuent l'épandage
Gestion des revenus du ménage	68 % (Nord)	22 %	10 %	Le verrou financier est le plus absolu : vente des gros stocks de céréales et du bétail reste une prérogative masculine dans 68 % des ménages du Nord. Conséquence : les femmes n'ont pas accès aux liquidités issues de leur propre travail pour financer leurs AGR ou leur accès au crédit
Décision cultures (Nord uniquement)	75 %	15 %	10 %	Verrouillage décisionnel maximal au Nord — moins d'espace de négociation intrafamiliale qu'en Adamaoua. La légère marge décisionnelle féminine observée en Adamaoua (22 % de décisions conjointes) témoigne d'un potentiel de transformation à consolider dans la zone la plus conservatrice

Source : RELUFA, Étude terrain 2025-2026.

Le monopole masculin sur les choix des cultures (56,49 %) et la vente des récoltes (62,50 %) oriente systématiquement la production vers les cultures de rente au détriment de la diversité nutritionnelle portée par les femmes. Ce phénomène de « capture de la rente agricole », observé dans 68 % des ménages au Nord, présente deux effets délétères cumulatifs sur la résilience : il empêche les femmes de réinvestir les bénéfices de leur propre travail dans des technologies de résilience (pompes solaires, semences améliorées) et il oriente la composition du panier alimentaire vers les calories brutes (céréales) au détriment des micronutriments (légumineuses, légumes) — contribuant aux déficits nutritionnels chroniques documentés dans la zone, notamment chez les enfants de moins de 5 ans.

c) Le verrou foncier : péché originel du système alimentaire

L'accès à la terre est le nœud gordien de l'inégalité de genre dans le Septentrion. L'exclusion des femmes n'est pas seulement culturelle : elle est systémique, juridiquement enracinée dans l'Ordonnance foncière n°74-1 du 6 juillet 1974 qui ne reconnaît pas la femme mariée comme personne juridique autonome dans les

transactions foncières, et économiquement auto-entretenu par le mécanisme d'une rationalité parfaitement cohérente : sans sécurité foncière, l'investissement dans la résilience agricole à long terme n'est pas rationnel.

Paramètre foncier	Région du Nord	Région de l'Adamaoua	Analyse et perspective opérationnelle pour REAL-GRNS
Mode d'accès majoritaire	Héritage patrilineaire rigide (52 % des cas) — fils hérite, fille reçoit droit d'usage limité	Mixte : héritage (38 %) + location/emprunt coutumier via Lamido (42 %)	La terre appartient au « lignage » : les femmes sont exclues de tout titre collatéral utilisable comme garantie bancaire — même en Adamaoua où le système des Lamidats offre davantage de souplesse
Taille des parcelles féminines	<0,5 ha — micro-parcelles en zones dégradées ou rocheuses	Légèrement plus grandes mais éloignées des points d'eau (>3 km en moyenne)	Effet « parcelle marginale » : mécanisme de sélection patriarcale attribuant aux femmes les terres les plus accidentées, les plus épuisées et les plus éloignées des aménagements hydro-agricoles. Double pénalité : qualité agronomique inférieure ET accès à l'eau difficile
Qualité et dégradation des sols	Terres « fatiguées » — érosion éolienne sévère (Harmattan) ; abandon de la jachère faute de superficie suffisante	Dégradation par surpâturage ; compaction des sols latéritiques sur les plateaux	Parcelles féminines : taux de dégradation 25-30 % supérieurs aux parcelles masculines. Cultures flétrissent 5-7 jours avant lors des poches de sécheresse — effet mécanique de la faible réserve utile des sols dégradés. Ce n'est pas de la malchance : c'est de la physique des sols appliquée à l'inégalité foncière
Sécurité du titre foncier	Droit d'usage oral précaire, révocable à tout moment par le mari ou le chef de village — notamment en cas de veuvage, de divorce ou de remariage	Reconnaissance par le Lamido plus formalisée ; légitimité coutumière légèrement supérieure mais toujours révocable	Baux de Résilience 15-20 ans identifiés comme solution prioritaire — à formaliser avec l'aval et la signature des autorités traditionnelles comme garants, couplés à une contresignature de la délégation MINADER pour opposabilité administrative
Impact sur la transition agroécologique	Refus rationnel de l'agroforesterie : planter un arbre = acte d'appropriation foncière risqué (l'arbre devient propriété de qui possède la terre)	Abandon des structures anti-érosives faute de garantie de jouissance sur le long terme	Sans sécurité foncière, les femmes pratiquent une agriculture extractive → exportation de la biomasse sans restitution organique → minéralisation de l'humus → perte de capacité de rétention d'eau → flétrissement précoce lors des sécheresses. Cercle vicieux parfaitement documenté, parfaitement évitable par la sécurisation foncière

Source : RELUFA, Étude terrain 2025-2026.

L'ANOVA confirme une corrélation de $r=0,82$ entre l'insécurité foncière féminine et le faible taux d'adoption des semences améliorées — l'une des plus fortes corrélations de l'étude. Le mécanisme causal est d'une rationalité économique implacable : sans garantie de cultiver la même parcelle l'année suivante, une femme n'investit pas dans des engrais coûteux, ne plante pas d'arbres d'ombrage, et ne construit pas de structures anti-érosives ou de cordons pierreux. Elle pratique donc une agriculture de subsistance extractive — exportation de la biomasse sans restitution organique — qui accélère la minéralisation de l'humus. Les sols féminins, progressivement appauvris en matière organique, perdent leur capacité de rétention d'eau : lors des poches de sécheresse intrasaisonnière, les cultures des femmes flétrissent 5 à 7 jours avant celles des hommes sur les mêmes terroirs, amplifiant directement le risque de sous-alimentation saisonnière pour les ménages dont elles assurent la sécurité alimentaire.

RECOMMANDATION AGRONOMIQUE PRIORITAIRE N°1

Baux de Résilience — Solution foncière applicable dans le cadre juridique existant : Les « Baux de Résilience » de 15 à 20 ans ne remettent pas en cause le droit coutumier patrilinéaire ni la propriété du Lamido ou du chef de village : ils formalisent le droit d'usage de longue durée par un acte écrit, cosigné par l'autorité traditionnelle (garant) et contresigné par la délégation MINADER (opposabilité administrative). Cette formalisation de 3 à 4 pages, rédigée en français et en langue locale, est la condition sine qua non de l'adoption des innovations agroécologiques par les femmes : plantations agroforestières, structures anti-érosives, puits améliorés. Elle transforme le comportement agricole sans modifier le droit de propriété.

d) Accès aux intrants, au crédit et à l'information

Les femmes subissent une double peine dans l'accès au financement et aux services d'appui agricole. D'un côté, 58 % ignorent les offres de crédit disponibles — ignorance conditionnée par l'analphabétisme et l'absence de réseaux formels. De l'autre, les 42 % qui connaissent les offres se heurtent à l'absence de garantie foncière. Sans titre foncier ou équivalent reconnu, elles sont « invisibles » pour les banques et les IMF, créant une trappe à vulnérabilité dont il est quasi impossible de sortir sans intervention externe ciblée. La solution technique existe et a été testée avec succès dans d'autres contextes sahéliens (CGAP, 2022 ; BAfD, 2023) : le remplacement de la garantie foncière individuelle par une garantie collective du groupement, avec fonds de garantie partielle appuyé par un PTF.

L'accès aux formations agricoles est également très inégal : 12 % des femmes au Nord y ont accès (contre 25 % en Adamaoua), les sessions de vulgarisation étant conçues historiquement par et pour les « chefs de ménage » masculins. Les horaires (en fin de journée ou le soir) et les lieux (place du village, domicile du chef) sont incompatibles avec les contraintes domestiques féminines. La solution est connue et peu coûteuse : tenir les sessions entre 10h et 15h, dans les espaces féminins (foyers communautaires, sites de transformation), en langues locales, avec des supports illustrés ne requérant pas de savoir lire. Le déploiement de « cliniques agricoles mobiles » dans les quartiers féminins, s'inspirant du modèle des écoles paysannes d'Afrique de l'Ouest, est identifié comme l'innovation logistique la plus impactante dans le budget disponible.

CHAPITRE IV : CHANGEMENT CLIMATIQUE, GOUVERNANCE LOCALE ET STRATÉGIES D'ADAPTATION

4.1. L'impact climatique différencié selon le genre : la pénibilité de genre

a) Chocs climatiques et vulnérabilité sexospécifique

Le changement climatique n'est pas un phénomène neutre du point de vue du genre. Il agit comme un multiplicateur de la charge de travail féminine et un amplificateur des inégalités structurelles préexistantes : chaque épisode de sécheresse supplémentaire se traduit mécaniquement par davantage d'heures de corvée d'eau, davantage de pression sur les familles à retirer les filles de l'école, et davantage d'effacement des besoins féminins dans les décisions communautaires de crise. La sécheresse (92,5 % des citants) constitue la menace principale, mais ses effets se déclinent différemment selon le sexe, l'âge et la zone agro-écologique.

Choc climatique	Impact sur les femmes	Impact sur les hommes	Conséquence intersectionnelle et amplificateurs de vulnérabilité
Sécheresse (92,5 % citants)	+3 à 5h/jour de collecte d'eau (puits taris dès mars au Nord) ; fatigue chronique ; déshydratation des productrices	Stress financier et décapitalisation (vente bétail) ; perte de revenu coton	Réduction du temps et des revenus féminins issus de la transformation agroalimentaire ; déscolarisation des filles comme premier levier d'ajustement des ménages — coût humain et économique différé
Raréfaction du bois de chauffe	Distances 2-3x plus longues ; risques sécuritaires lors des collectes nocturnes ; risques d'agression sexuelle documentés	Pression budgétaire croissante liée à l'achat de charbon de bois ou gaz (si disponible)	Conflit d'usage du temps entre tâches domestiques vitales et AGR féminines. La femme devient la « variable d'ajustement calorique » du ménage : elle est la première à réduire sa ration
Chaleur extrême et vagues de chaleur	Santé reproductive affectée ; fatigue physique au champ aggravée ; soins aux malades (enfants, personnes âgées) s'ajoutent aux tâches agricoles	Baisse de productivité de la main-d'œuvre masculine ; stress thermique lors des travaux de défrichage et d'aménagement	Cumul des charges : les femmes assurent soins, travaux agricoles et collecte dans des conditions climatiques de plus en plus éprouvantes sans qu'aucune redistribution de la charge domestique ne soit anticipée dans les programmes d'adaptation
Baisse des rendements (93,89 %)	Femme = variable d'ajustement : elle réduit sa propre ration en priorité pour préserver l'alimentation des enfants et du mari. Malnutrition féminine chronique sous-diagnostiquée	Vente d'urgence des actifs (bétail, matériel agricole) pour compenser les pertes — décapitalisation irréversible	Malnutrition infantile aiguë en fin de saison sèche (Nord) ; carences chroniques en micronutriments (fer, zinc, vitamine A) en Adamaoua ; pics de malnutrition concentrés en mai-septembre
Dégradation des pâturages (90,08 %)	Conflits d'usage entre maraîchage féminin (source AGR) et abreuvement du bétail (autorité masculine) — escalade documentée en saison sèche	Pression sur les ressources pastorales → migration saisonnière forcée → déstructuration des ménages	Perte des droits d'usage féminins sur les bas-fonds au profit des couloirs de transhumance en Adamaoua — réduction de la surface cultivable féminine pendant la saison sèche, précisément quand le maraîchage est la seule source de revenu autonome

Source : RELUFA, Étude terrain 2025-2026.

L'effet le plus documenté et le plus quantifiable est la féminisation de la corvée : le tarissement précoce des puits force les femmes à parcourir des distances supplémentaires de 3 à 5 km par jour pour

l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation du maraîchage, soit +3 à 5 heures de travail quotidien supplémentaire. Dans le contexte du Mayo-Louti, où les puits atteignent le fond sec dès mars, cette corvée commence avant l'aube et empiète sur le temps disponible pour la préparation des repas, les soins aux enfants et les AGR féminines. Ce temps volé est directement soustrait à la sécurité alimentaire et économique du ménage.

b) Les barrières multidimensionnelles à l'adaptation

Facteur de blocage	Fréquence	Perception des autorités	Analyse stratégique et leviers d'intervention prioritaires
Charges domestiques et corvée	61,07 %	« Poids des traditions »	Premier frein structurel : le temps alloué à la survie (eau, bois, soins aux enfants) s'oppose frontalement au temps nécessaire pour les formations et les nouvelles pratiques agricoles. Solution directe : forage + moulin solaire = 3-4 heures libérées par jour
Manque de sécurité foncière	45,04 %	« Succession masculine »	Sans garantie foncière, refus rationnel d'investir dans l'agroforesterie ou la restauration des sols : risque d'éviction dès que la terre redevient fertile et donc convoitée. Solution : Baux de Résilience 15-20 ans
Interdits sociaux de prise de parole	35,88 %	« La femme ne parle pas devant les hommes »	Exclusion de facto de la gouvernance locale : les besoins féminins sont absents des plans de résilience communautaires. Solution : FGD séparés + quota de représentation contraignant + réunions aux horaires accessibles
Analphabétisme	38,8 % F / 17,4 % H	« Manque de formation »	« Filtre masculin » sur les alertes climatiques et les informations de marché. Solution : SMS audio Fulfuldé, supports illustrés, alphabétisation fonctionnelle intégrée dans les formations agricoles
Absence de crédit formel	58 % ignorance / 42 % sans garantie	« Pas de garantie »	Cercle vicieux : pas de terre → pas de crédit → pas d'intrants améliorés → faibles rendements → pas d'épargne → pas de terre. Solution de rupture : garantie collective du groupement + fonds de garantie PTF

Source : RELUFA, Étude terrain 2025-2026.

4.2. Gouvernance locale et participation aux instances décisionnelles

a) Une représentation féminine symbolique

Bien que les politiques nationales camerounaises (SND30, Loi portant Code des collectivités territoriales décentralisées) prônent la parité dans les instances décisionnelles, la présence des femmes dans les organisations de producteurs, les chefferies traditionnelles et les conseils municipaux reste largement illustrative et dépourvue de pouvoir réel. La norme sociale « la femme ne parle pas devant les hommes » (citée par 35,88 % des répondants) constitue le frein psychologique le plus puissant et le plus difficile à déconstruire par des interventions extérieures sans l'implication des autorités traditionnelles comme vecteurs de changement.

Moins de 10 % des organisations de producteurs enquêtées sont présidées par des femmes. Au Nord, 88 % des femmes membres d'OP n'occupent que le rôle de « membre simple » sans aucune responsabilité exécutive. Dans l'Adamaoua, 22 % parviennent à des postes de trésorière ou secrétaire, et seulement 10 % à des postes de présidence de GIC. Cette distinction est stratégiquement cruciale : les données du Mayo-Banyo révèlent que 100 % des postes de trésorière sont occupés par des femmes — signe d'une reconnaissance unanime de leur probité gestionnaire et de leur fiabilité dans la gestion des fonds collectifs. Mais les femmes gèrent sans décider, elles exécutent sans orienter. Le passage institutionnel du rôle de Trésorière à celui de Présidente est identifié comme l'un des leviers de transformation institutionnelle les plus accessibles et les plus impactants dans le cadre du projet.

b) Les mécanismes structurels d'exclusion : l'invisibilité logistique

L'exclusion des femmes des instances décisionnelles résulte plus souvent de mécanismes structurels « passifs » que d'une volonté explicite d'exclusion. Trois mécanismes se conjuguent pour produire une exclusion systématique sans qu'aucun acteur ne se reconnaisse comme discriminant. La contrainte horaire est le mécanisme le plus opérant : les réunions communautaires, assemblées de coopératives et séances de formation sont organisées en fin de journée (17h-19h) ou le soir, quand les femmes sont absorbées par la préparation des repas et les soins aux enfants. L'éloignement géographique constitue le second mécanisme : les instances de décision se tiennent au chef-lieu ou dans des places de palabres masculinisées dont l'accès est complexe pour les femmes à mobilité limitée, notamment celles qui ne disposent pas de vélo ou de moto. Le langage de la décision forme le troisième mécanisme : l'usage de termes techniques ou administratifs en français, couplé au faible niveau d'instruction des femmes, crée une barrière cognitive qui les empêche de peser sur les décisions climatiques et agricoles même lorsqu'elles sont physiquement présentes — elles assistent sans participer.

4.3. Stratégies d'adaptation : de la survie à la résilience transformative

a) Trajectoires d'adaptation genrées

L'étude révèle des trajectoires d'adaptation face aux chocs climatiques profondément divergentes selon le genre, dictées par l'accès différentiel aux actifs liquides, à la mobilité spatiale et aux réseaux d'information. Les stratégies masculines reposent principalement sur la mobilité (migration saisonnière vers les centres urbains — Garoua, Ngaoundéré, Maroua — ou d'autres bassins agricoles du Sud-Cameroun durant la saison sèche, laissant les femmes seules responsables du ménage et des enfants) et la décapitalisation (vente du petit et gros bétail pour compenser les mauvaises récoltes — stratégie de court terme qui érode le capital productif à long terme).

Les stratégies féminines, plus diversifiées mais moins capitalisées et sans soutien institutionnel, combinent : transformation agroalimentaire intensive générant une valeur ajoutée de +30 à 40 % (gari de manioc, cossettes d'igname, extraction d'huile d'arachide, transformation du lait en fromage Fulani en Adamaoua) ; micro-commerce et artisanat de proximité dans les marchés hebdomadaires (vente de beignets, de bière locale, de nattes tissées) ; et solidarité financière via les tontines et épargnes rotatives, devenues de véritables « banques de résilience informelles » en l'absence de microfinance formelle accessible. Ces stratégies demeurent cependant des mécanismes de survie — permettant d'absorber les chocs ponctuels — et non de développement — permettant de transformer structurellement la position des femmes — faute d'un capital suffisant, d'un accès aux formations techniques et d'une sécurité foncière permettant de passer à l'échelle.

b) Le modèle des groupements de femmes Gbaya (Adamaoua)

Le cas des groupements de femmes Gbaya dans la Mbéré et le Mayo-Banyo illustre de manière exemplaire le potentiel de transformation de la résilience collective lorsque les femmes parviennent à s'organiser malgré les contraintes structurelles. En se structurant en groupements informels de transformation du manioc et de l'igname, ces femmes ont développé spontanément trois mécanismes de résilience complémentaires. Elles ont d'abord réussi à lisser leurs revenus sur l'année grâce à la vente de gari transformé, de cossettes séchées et d'amidon — la transformation générant une valeur ajoutée de +30 à 40 % par rapport au manioc brut. Elles ont ensuite assuré une sécurité calorique pendant la soudure par la conservation longue durée des produits transformés (gari conservable 12 à 18 mois en conditions sèches), constituant de facto une réserve alimentaire collective. Elles ont enfin créé un mécanisme de solidarité financière (tontine intégrée au groupement) permettant d'investir dans les frais de scolarité et de santé malgré les chocs climatiques — finançant ainsi le capital humain de la génération suivante.

Ce modèle démontre que la structuration collective des femmes est un levier puissant de résilience transformative — à condition d'être appuyée par des mécanismes de financement adaptés (garantie collective, fonds de roulement, crédit de campagne) et des formations techniques en transformation, gestion et commercialisation. Il constitue le prototype opérationnel à répliquer, formaliser et capitaliser dans l'ensemble de la zone d'intervention du projet REAL-GRNS.

CHAPITRE V : MASCULINITÉ POSITIVE — LEVIER DE TRANSFORMATION SOCIALE ET DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE

5.1. État des lieux : perceptions communautaires contrastées

L'analyse des perceptions communautaires de la masculinité positive révèle une transition sociale en cours mais inachevée, avec trois dynamiques coexistantes dont l'articulation stratégique conditionne le design des interventions du projet REAL-GRNS. Les données sont issues des 60 sessions de FGD masculins conduits en langues locales, dans un environnement de confiance, par des enquêteurs masculins — protocole garantissant la qualité et la sincérité des réponses.

Perception communautaire	Fréquence	Interprétation socio-anthropologique et stratégique pour REAL-GRNS
Positive — « Modèle / Homme stratège »	45 %	Émergence d'une conscience collective : la coopération intra-ménage améliore la sécurité alimentaire et le bien-être familial. Dans les ménages à décision partagée, le rendement augmente de +22 %. Ces hommes constituent le vivier des « champions du changement » à identifier, valoriser et mobiliser comme ambassadeurs du partenariat intra-ménage dans leur communauté
Négative — « Faible / Dominé »	30 %	Persistance de la masculinité hégémonique : l'honneur masculin lié au contrôle total du grenier (observation terrain Mayo-Louti). Ce frein n'est plus majoritaire mais constitue une résistance active qu'il faut déconstruire via les leaders traditionnels et religieux, non par confrontation directe mais par valorisation économique des bénéfices du partenariat
Ambivalente — « Acceptable si discret »	25 %	Tolérance conditionnelle : soutien accepté uniquement si justifié par une contrainte économique ponctuelle (« j'aide ma femme parce que c'est la soudure »). Fenêtre d'opportunité à exploiter : passer du soutien « discret d'urgence » au partenariat structurel en valorisant les bénéfices économiques visibles et mesurables

Source : RELUFA, Étude terrain 2025-2026.

5.2. Le résultat décisif : le blocage est institutionnel, non psychologique

Le résultat le plus contre-intuitif, le plus structurant et le plus stratégiquement décisif de l'ensemble de l'étude est le suivant : 91 % des hommes interrogés rejettent les pratiques discriminatoires passées, et 95 % se déclarent favorables au co-financement des intrants pour leurs épouses. Ces chiffres ont été obtenus lors de FGD en langues locales, dans un environnement de confiance délibérément construit, par des enquêteurs masculins maîtrisant les codes culturels locaux — ils ne sont pas le produit d'un effet de désirabilité sociale, ils traduisent une conviction réelle et profonde.

Indicateur quantifié	Résultat	Source, mécanisme explicatif et implication stratégique
Hommes rejetant les pratiques discriminatoires passées	91 %	Données FGD terrain 2026. Le blocage est institutionnel et coutumier, non psychologique. La stratégie d'intervention doit viser les structures (baux fonciers, quotas de représentation, produits de crédit sans garantie foncière), pas les mentalités
Hommes favorables au co-financement des intrants de leurs épouses	95 %	Données FGD terrain 2026. Volonté de partenariat quasi-universelle — capital humain inexploité, bloqué par l'absence de mécanismes institutionnels de mise en œuvre. Le programme clubs de masculinité positive doit capitaliser sur cette adhésion, non la créer
Gain de rendement dans les ménages à décision agricole partagée	+22 %	Données brutes terrain, 12/01/2026. Mécanisme : meilleure allocation des ressources (intrants mis là où ils sont le plus utiles), meilleure utilisation du temps féminin (femme informée = femme

		qui applique les bonnes pratiques), meilleure diversification culturelle. Argument économique direct et chiffré pour les décideurs politiques
Augmentation potentielle production si accès égal aux ressources productives	+20-30 %	FAO (2023) ; Banque Mondiale — validé par les données terrain du Septentrion. La réduction des inégalités de genre dans l'accès aux ressources est le levier agricole le plus rentable disponible dans la zone : ROI supérieur à l'investissement dans l'irrigation ou dans les engrais chimiques seuls
Postes de trésorière occupés par des femmes (Mayo-Banyo)	100 %	Données terrain 2026. Probité de gestion féminine reconnue par les communautés elles-mêmes — argument décisif pour déconstruire les résistances à la promotion des femmes aux postes de présidence. Objectif opérationnel : transition institutionnelle de Trésorière (gestion) à Présidente (orientation stratégique)

Source : RELUFA, Étude terrain 2025-2026 ; FAO (2023) ; Banque Mondiale.

ARGUMENT ÉCONOMIQUE POUR LES DÉCIDEURS ET LES PTF

Dans les ménages où l'homme partage les décisions agricoles, le rendement augmente de +22 % grâce à une meilleure allocation des ressources (intrants, temps, information) et une diversification culturelle mieux adaptée aux besoins nutritionnels du ménage. **Si les femmes avaient le même accès aux ressources productives que les hommes, la production agricole dans les zones vulnérables du Septentrion augmenterait de 20 à 30 %** (FAO, 2023 ; Banque Mondiale). L'équité de genre n'est pas un impératif moral accessoire : c'est le levier économique le plus rentable et le plus sous-exploité dont dispose le Septentrion pour atteindre une résilience climatique durable. Cet argument chiffré doit être au cœur des plaidoyers du RELUFA auprès des institutions publiques et des bailleurs de fonds.

5.3. Opérationnalisation : les Champions du Changement

La masculinité positive se concrétise dans le Septentrion par l'identification, la formation et la valorisation de leaders masculins — Ardo, Lamibé, pasteurs, imams, chefs de village, agriculteurs innovants — capables de porter un discours de réforme pratique et économiquement argumenté au sein de leurs communautés. Ces « Champions du Changement » ne sont pas des militants de l'égalité abstraite : ce sont des entrepreneurs de la résilience qui témoignent concrètement — devant leurs pairs — des bénéfices économiques et sociaux du partenariat intra-ménage, en utilisant les chiffres de leur propre exploitation comme preuve irréfutable.

En valorisant ces hommes qui partagent le pouvoir décisionnel, on déconstruit progressivement les stéréotypes culturels qui lient « virilité » et « domination économique », en les remplaçant par un nouveau modèle de masculinité associant « responsabilité » à « leadership inclusif et efficace ». L'implication concrète des champions peut prendre quatre formes opérationnelles dans le cadre du projet : (i) co-signature volontaire des Baux de Résilience accordés à leurs épouses, avec témoignage public lors des cérémonies de remise ; (ii) partage des informations météorologiques et des conseils agricoles reçus des agents de vulgarisation avec les femmes du ménage et du groupement ; (iii) libération partielle du temps féminin par le partage des tâches de transport des récoltes et de commercialisation au marché ; (iv) co-signature des comptes d'épargne des groupements féminins, permettant l'accès au crédit formel via la garantie masculine.

CHAPITRE VI : RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES ET FEUILLE DE ROUTE OPÉRATIONNELLE

Les recommandations suivantes sont organisées par cinq groupes d'acteurs cibles, avec des indicateurs de résultat mesurables et des délais de mise en œuvre indicatifs. Elles s'articulent autour de quatre priorités transversales non négociables : la sécurisation foncière contractuelle par des Baux de Résilience de 15 à 20 ans ; la libération du temps féminin par des infrastructures d'accès à l'eau et à l'énergie solaire ; l'alphabétisation fonctionnelle en langues locales (Fulfuldé, Gbaya, Moundang, ...) ; et les clubs de masculinité positive animés par des champions du changement identifiés localement. Ces quatre priorités ne sont pas indépendantes : elles forment un système cohérent dont la force vient de leur mise en œuvre simultanée et articulée.

Groupe d'acteurs	Recommandations prioritaires	Indicateurs de résultat attendus (avec cibles et délais)
Institutions publiques & décideurs politiques	• Quota 30-40 % femmes dans les comités GRN et OP (textes réglementaires contraignants, non incitatifs) • BSG systématique dans les PCD avec lignes budgétaires spécifiques équipements transformation • Forages haut débit avec distribution de proximité (-50 % temps corvée eau) • Pont SND30/PNACC → mécanismes fonciers locaux inclusifs pour les femmes rurales	• % femmes dans instances GRN ≥ 30 % d'ici fin 2027 • Nb PCD intégrant lignes budgétaires genre : 6/6 communes cibles d'ici 2026 • Réduction temps corvée eau de 50 % dans 80 % des villages couverts d'ici 2027 • Nb mécanismes fonciers formalisés : 200 Baux de Résilience d'ici fin 2026
OSC	• Supports illustrés en Fulfuldé et autres langues locales dominantes + cliniques agricoles mobiles (10h-15h) • Alphabétisation fonctionnelle : lecture prix marchés, bulletins météo SMS audio en langue locale • Coopératives de transformation gérées par femmes (modèle groupements Gbaya) • Observatoire Local Genre & Climat — monitoring annuel public • Clubs Masculinité Positive animés par des champions identifiés et formés	• Taux alphabétisation fonctionnelle féminine : +20 points d'ici 2027 dans zones cibles • Nb coopératives créées : 12 / valeur ajoutée transformation +30-40 % objectif vérifié • Nb clubs masculinité positive actifs : 20 (1 par zone d'intervention) d'ici mi-2026 • Données Observatoire publiées annuellement et partagées avec PTF
Collectivités territoriales décentralisées	• Baux fonciers féminins 15-20 ans intégrés dans les PCD avec procédure simplifiée • Réunions de gouvernance entre 10h et 15h, dans des lieux accessibles aux femmes • Plans locaux d'adaptation climatique intégrant explicitement la dimension genre • Commissions foncières communales paritaires (minimum 40 % femmes)	• Nb Baux de Résilience formalisés et enregistrés : 200 d'ici décembre 2026 • Taux participation féminine réunions locales : de <10 % à >35 % d'ici 2027 • Plans locaux adaptation adoptés : 6/6 communes d'ici mi-2027 • % femmes dans commissions foncières communales ≥ 40 % d'ici 2027

Organisations communautaires & leaders locaux	• Lamidats/chefferies : formaliser les droits d'usage féminins par « Baux de Résilience » cosignés • Fonds de roulement dans les groupements féminins (garantie collective substituant le titre foncier) • Passage institutionnel Trésorière → Présidente via mentorat leadership ciblé • Champions du changement : 1 Ardo/Lamido champion identifié par zone, formé et valorisé	• Nb femmes bénéficiant d'un Bail de Résilience cosigné par l'autorité traditionnelle : 200 • Volume fonds de roulement mobilisés : FCFA 10M d'ici fin 2026 • Nb femmes présidentes de GIC : triplement d'ici 2027 • Nb champions actifs et documentés par localité : 1 par zone d'intervention
Partenaires techniques & financiers	• Financement semences cycle court adaptées : demande prioritaire de 96 % des femmes • Paquet libération du temps : moulins solaires, forages, presses mécanisées (ROI démontré) • Mécanismes GCF/Fonds d'Adaptation accessibles aux groupements féminins informels (simplification des critères d'éligibilité) • Système d'alerte précoce climatique géré par des femmes sentinelles formées • Recherche-action sur les contrats fonciers inclusifs dans le droit coutumier local	• Taux adoption semences améliorées femmes : de <5 % à >40 % d'ici 2027 • Nb équipements solaires installés / temps corvée libéré documenté : 50 unités d'ici 2027 • Nb groupements féminins informels accédant au GCF ou Fonds Adaptation : 15 d'ici 2027 • Couverture système d'alerte précoce : 80 % des villages d'ici mi-2027

Source : RELUFA, Étude terrain 2026.

RECOMMANDATIONS COMPLÉMENTAIRES — ATELIER DE RESTITUTION (17 AVRIL 2026)

① Aménagement des points d'eau multifonction

Réaliser des ouvrages hydrauliques intégrés répondant simultanément aux besoins d'alimentation humaine en eau potable, d'abreuvement des animaux et de petit maraîchage de contre-saison. Ces points d'eau multifonction — puits aménagés, retenues collinaires ou forages équipés de bassin d'abreuvement et de périmètre irrigué — réduisent la charge de collecte d'eau féminine, sécurisent l'élevage en saison sèche et permettent un maraîchage de proximité géré prioritairement par les femmes, générateur de revenus et d'amélioration nutritionnelle. Leur gestion participative doit intégrer un comité paritaire avec représentation féminine d'au moins 40 %.

② Élaboration des plans locaux/communaux d'adaptation au changement climatique

Appuyer les communes des régions du Nord et de l'Adamaoua dans la formulation, l'adoption et la mise en œuvre de Plans Locaux/Communaux d'Adaptation au Changement Climatique (PLA/PCACC), en articulation avec le PNACC national. Ces plans doivent intégrer explicitement la dimension genre — notamment les besoins différenciés des femmes rurales en matière d'accès à l'eau, de sécurisation foncière et de diversification des systèmes de production — et s'appuyer sur les diagnostics participatifs impliquant les organisations féminines comme partenaires décisionnels, et non comme simples bénéficiaires. Un accompagnement technique des OSC du consortium (CED-FODER-RELUFA) pour la facilitation de ces processus de planification locale est recommandé comme priorité opérationnelle dès 2026.

6.1. Institutions publiques et décideurs politiques

Un « vide d'implémentation » sépare les politiques nationales qui reconnaissent le genre comme axe transversal (SND30, PNACC, Plan Genre Cameroun) de leurs applications locales quasi-nulles. Ce vide n'est pas une intention politique : c'est le résultat d'une absence de mécanismes opérationnels de traduction des engagements nationaux en pratiques locales, et d'une insuffisance de la pression de redevabilité sur les acteurs locaux de mise en œuvre. Le projet REAL-GRNS doit servir de pont pour combler ce vide.

Trois interventions prioritaires se dégagent avec un rapport coût-bénéfice favorable. En premier lieu, la mise en place de quotas de représentativité féminine contraignants (minimum 30 %, objectif 40 %) dans les comités

de gestion des ressources naturelles et des organisations paysannes partenaires du projet, inscrits dans les textes réglementaires communaux et non laissés à la discrétion des acteurs locaux — les approches volontaires ayant démontré leur inefficacité dans le contexte du Septentrion. En second lieu, la priorisation de l'installation de forages à haut débit avec systèmes de distribution de proximité (bornes-fontaines à moins de 500m du domicile) pour réduire la corvée d'eau d'au moins 50 % dans les villages les plus touchés — chaque heure économisée représentant directement une heure disponible pour les AGR féminines, dont le rendement économique est documenté. En troisième lieu, la révision des mécanismes locaux de mise en œuvre du PNACC pour y intégrer explicitement les besoins différenciés des femmes rurales : semences à cycle court adaptées aux poches de sécheresse intrasaisonnières (demande prioritaire de 96 % des femmes), infrastructures d'énergie solaire pour la transformation agroalimentaire, accès à l'eau d'irrigation pour le maraîchage féminin de contre-saison.

6.2. Organisations de la Société Civile (OSC)

En tant qu'interface directe avec les populations, les OSC sont en première ligne pour la conception et la mise en œuvre opérationnelle des interventions d'inclusion. Quatre axes d'action se distinguent par leur impact potentiel et leur faisabilité dans le budget et le calendrier du projet.

L'ingénierie de la participation constitue le premier axe : imposer des quotas de 30 % minimum de femmes dans les bureaux exécutifs de tous les GIC partenaires du projet, en conditionnant l'accès aux financements et aux formations à la conformité de la gouvernance interne. Simultanément, exiger que toutes les réunions des GIC partenaires se tiennent entre 10h et 15h, dans des lieux accessibles aux femmes — une modification de procédure à coût nul dont l'impact sur la participation féminine est immédiat et documenté.

La vulgarisation mobile et inclusive constitue le deuxième axe : développer des supports de formation entièrement illustrés adaptés au fort taux d'analphabétisme féminin, en Fulfuldé, et/ou toute autre langue locale, et déployer des cliniques agricoles mobiles dans les quartiers féminins en s'inspirant des **Farmer Field Schools** d'Afrique de l'Ouest. L'introduction d'un service de conseil météo par SMS audio en Fulfuldé — en partenariat avec les stations météo régionales et l'ONACC — est identifiée comme la priorité à plus fort impact en termes de réduction de la vulnérabilité climatique des femmes dans le Mayo-Louti et le Mayo-Rey.

La structuration coopérative des femmes représente le troisième axe, en s'appuyant sur le modèle des groupements Gbaya de l'Adamaoua pour répliquer des coopératives de transformation agroalimentaire dans les six départements d'intervention. L'objectif de valeur ajoutée de +30 à 40 % par rapport aux produits bruts est réaliste et documenté sur le terrain. Enfin, **la mise en place d'un Observatoire Local Genre et Climat** permettra de monitorer annuellement l'évolution des indicateurs clés — accès aux intrants, superficie féminine sécurisée, représentation dans les instances — et de produire des données de plaidoyer pour les négociations budgétaires avec les institutions publiques.

6.3. Collectivités territoriales décentralisées (CTD)

Les communes constituent le niveau d'action institutionnelle le plus proche des réalités locales et l'interface directe entre les politiques nationales et les pratiques coutumières. Elles disposent d'un pouvoir réglementaire local sous-exploité pour formaliser les droits fonciers féminins sans attendre une réforme nationale de l'Ordonnance de 1974. Deux priorités s'imposent.

Premièrement, l'intégration dans les Plans Communaux de Développement (PCD) de mécanismes de formalisation des droits fonciers féminins accessibles et peu coûteux : « Conventions de Bail Foncier Local » de 5 à 10 ans, incluant une clause de renouvellement automatique sauf opposition motivée de l'autorité traditionnelle, et des « certificats de cession de droits d'usage » validés par les chefs de village et contresignés par les autorités administratives communales pour assurer leur opposabilité. Ces actes, d'une à deux pages en langue française et en langue locale, ne nécessitent ni notaire ni tribunal foncier : **ils formalisent la parole coutumière par l'écrit, dans le respect du droit coutumier.**

Deuxièmement, les communes doivent intégrer les questions de genre dans leurs plans locaux d'adaptation climatique et reconnaître formellement les femmes comme « sentinelles de premier rang » de la sécurité alimentaire locale — rôle que leurs connaissances agro-écosystémiques précises et leur observation

quotidienne des changements biophysiques (variations phénologiques, comportement des espèces indicatrices, état des sols) les rendent particulièrement aptes à remplir.

6.4. Organisations communautaires et leaders locaux

Les autorités traditionnelles — Ardo, Lamibé, chefs de village — et les leaders religieux (pasteurs, imams, prêtres) constituent les acteurs institutionnels de transformation les plus efficaces dans un contexte où l'autorité nationale est faiblement relayée au niveau local. Leur légitimité sociale, acquise par l'héritage et reconnue par les communautés, est le vecteur le plus puissant de diffusion des normes de masculinité positive — à condition de l'activer, pas de la contourner.

Les Lamidats doivent être mobilisés en priorité pour formaliser les droits d'usage des femmes par des Baux de Résilience de longue durée, avec l'engagement public de l'autorité traditionnelle comme garant de la non-révocabilité. Cette formalisation par l'autorité coutumière est plus efficace dans le contexte du Septentrion qu'un titre foncier administratif que les femmes ne pourront ni faire valoir ni défendre seules. Le développement de fonds de roulement au sein des groupements féminins — avec la garantie collective du groupement en lieu et place du titre foncier individuel, éventuellement cautionnée par un chef de village championnaire de la masculinité positive — permet de contourner le verrou des garanties bancaires et d'ouvrir l'accès au crédit formel.

6.5. Partenaires techniques et financiers

Les partenaires techniques et financiers du projet — dont l'Union Européenne en premier lieu — ont un rôle structurant irremplaçable pour créer l'environnement incitatif et financier permettant les transformations profondes identifiées. Le « Paquet libération du temps » — ensemble cohérent comprenant des semences à cycle court adaptées aux poches de sécheresse, des moulins solaires communautaires, des forages à haute productivité et des presses mécanisées pour la transformation des oléagineux — constitue la première priorité d'investissement, avec un retour sur investissement calculable directement en termes de temps libéré pour les AGR et d'accroissement des rendements.

Des mécanismes de financement climatique inclusifs — Fonds Vert pour le Climat (GCF), Fonds d'Adaptation (FA) — accessibles aux groupements féminins ruraux informels doivent être spécifiquement développés, les critères actuels d'éligibilité (personnalité juridique, états financiers audités, plans de gestion environnementale) excluant de facto la grande majorité des organisations de femmes du Septentrion. La création de « fenêtres d'accès simplifié » pour les groupements informels certifiés par les OSC membres du consortium est une recommandation de plaidoyer prioritaire des OSC dont le RELUFA vers l'UE et les autres PTF actifs dans la zone.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La présente étude conduite dans les régions du Nord et de l'Adamaoua apporte une démonstration rigoureuse et chiffrée d'une thèse centrale qui transforme la compréhension de la crise alimentaire du Septentrion camerounais : la vulnérabilité alimentaire de cette zone n'est pas une fatalité climatique déterminée par la pluviométrie. Elle est la conséquence directe, mesurable et transformable d'une gouvernance inégalitaire des ressources naturelles, qui prive systématiquement les principales actrices de la production vivrière — les femmes, qui assurent 95 à 97,5 % des activités productives — des moyens d'investir dans leur propre résilience et dans celle de leurs familles.

Les résultats forment un système cohérent et convergent dont les interactions amplificatrices expliquent la profondeur et la persistance de la vulnérabilité alimentaire malgré les investissements consentis ces deux dernières décennies. Le fossé éducatif (38,8 % d'analphabétisme féminin contre 17,4 % chez les hommes) crée un « filtre masculin » sur toutes les informations stratégiques — agroclimatiques, économiques, institutionnelles. L'exclusion foncière quasi-totale (moins de 5 % de propriété effective pour les femmes) génère une corrélation ANOVA de $r=0,82$ avec le faible taux d'adoption des semences améliorées, et conduit mécaniquement à des taux de dégradation des parcelles féminines 25 à 30 % supérieurs à ceux des parcelles masculines — les cultures des femmes flétrissant 5 à 7 jours avant celles des hommes lors des poches de sécheresse intrasaisonnière. La surcharge domestique aggravée par les chocs climatiques (+3 à 5 heures de corvée quotidienne) réduit le temps disponible pour les AGR. Et l'exclusion des sphères décisionnelles empêche l'intégration des besoins féminins dans les plans de résilience communautaires — créant des politiques d'adaptation qui passent à côté de la majorité des acteurs des systèmes alimentaires.

Le résultat le plus structurant pour la stratégie du RELUFA — et celui qui distingue fondamentalement cette étude des études de genre conventionnelles — est la découverte que 91 % des hommes rejettent les pratiques discriminatoires passées et 95 % sont favorables au co-financement des intrants de leurs épouses. Le blocage est institutionnel, non psychologique. Dans les ménages à décision partagée, le rendement augmente de +22 %. Ce résultat déplace radicalement l'enjeu stratégique : il ne s'agit plus de « changer les mentalités » — largement acquises — mais de transformer les structures institutionnelles et coutumières qui empêchent les bonnes intentions de se traduire en pratiques agricoles : Baux de Résilience, quotas de représentation contraignants, mécanismes de crédit sans garantie foncière, horaires de réunions adaptés.

La vision à long terme que cette étude invite le RELUFA à porter est l'émergence d'une citoyenneté rurale féminine pleine et entière dans le Septentrion, articulée autour de trois piliers prospectifs complémentaires et indissociables : premièrement, l'institutionnalisation du genre — intégrer les baux fonciers féminins et les quotas de représentation contraignants dans tous les plans communaux de développement de la zone, faisant du Septentrion un territoire pilote de la mise en œuvre du Plan Genre National ; deuxièmement, la modernisation de la pénibilité — substituer l'énergie humaine féminine captive des tâches domestiques par des technologies solaires et mécaniques accessibles (forages, moulins, presses), libérant le capital temps féminin pour les investissements productifs et éducatifs qui brisent le cycle intergénérationnel de la vulnérabilité ; troisièmement, la résilience adaptative — créer des systèmes d'alerte précoce climatique cogérés par les femmes, premières sentinelles de la sécurité alimentaire grâce à leur conscience écosystémique élevée et leur observation quotidienne des changements biophysiques, et développer les capacités d'adaptation agroécologique par la formation aux techniques de conservation des eaux et des sols, à l'agroforesterie et à la sélection participative de variétés adaptées aux stress climatiques locaux.

« L'équité de genre dans les systèmes alimentaires n'est pas un impératif moral accessoire : c'est le levier économique le plus puissant et le plus sous-exploité dont dispose le Septentrion pour atteindre une résilience climatique durable. Les données de cette étude ont quantifié ce levier. Il appartient désormais aux acteurs institutionnels, aux OSC et aux partenaires financiers de l'actionner. » — Müller PASSALE SAH, Expert GRN & Genre, 2026

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BAfD (2023). Financement climatique inclusif pour les femmes rurales d'Afrique : mécanismes innovants de garantie collective. Abidjan : Banque Africaine de Développement.
- CGAP (2022). Garanties alternatives et accès des femmes au crédit agricole en Afrique subsaharienne. Washington D.C. : CGAP.
- Crenshaw, K. (1989). Demarginalizing the intersection of race and sex: A black feminist critique of antidiscrimination doctrine, feminist theory and antiracist politics. *University of Chicago Legal Forum*, 1(8), 139-167.
- Denton, F. (2002). Climate change vulnerability, impacts, and adaptation: why does gender matter? *Gender & Development*, 10(2), 10-20.
- FAO (2023). État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Rome : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.
- GIZ (2022). Profil de risque climatique : Cameroun. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.
- Gouvernement du Cameroun (2020). Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30). Yaoundé.
- Gouvernement du Cameroun (s.d.). Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PNACC). Yaoundé.
- GWP & ONU Femmes (2024). Sécurité en eau et transformation de genre. New York : ONU Femmes / Global Water Partnership.
- Harvard Institute for International Development / USAID. The Harvard Analytical Framework for Gender Analysis. Cambridge : HIID.
- Hatton, E. (2017). Mechanisms of invisibility: rethinking the concept of invisible work. *Work, Employment & Society*, 31(2), 336-351.
- IPC Malnutrition (2024). Cameroun : IPC Analyse de la malnutrition aiguë, novembre 2023 – octobre 2024.
- Kaboré, I. (2025). Changements climatiques et perspectives d'adaptation en Afrique subsaharienne. Ouagadougou.
- MINADER / CH-IPC (2024). Fiche de Communication — Résultats IPC Insécurité Alimentaire Aiguë, mars 2024.
- Moser, C. (1993). *Gender Planning and Development: Theory, Practice and Training*. Londres : Routledge.
- ONACC (2019). Évaluation de l'impact des changements climatiques sur les rendements de cultures vivrières dans les régions du Centre, de l'Est, de l'Extrême-Nord et du Sud-Ouest Cameroun. République du Cameroun.
- ONU Femmes (2025). Inégalités de genre et changement climatique. New York : ONU Femmes.
- Ordonnance n°74-1 du 6 juillet 1974 fixant le régime foncier au Cameroun.
- Terry, G. (éd.) (2009). *Climate Change and Gender Justice*. Oxford : Oxfam / Practical Action.
- UNICEF / PAM (2023). Coûts économiques de la malnutrition au Cameroun. Yaoundé.

ANNEXES

Annexe 1 : Couverture géographique — localités couvertes

Région	Département	Localités couvertes (terrain décembre 2025 – janvier 2026)
NORD	Mayo-Louti	Figuil, Guider, Mayo-Oulo, Bidzar, Lam, Biou, Mourla, Dourbey, Dibi, Douka
NORD	Bénoué	Garoua périphérie (Yelwa, Laïndé Karewa), Karewa, Douka Longo, Laïndé Massa, Mafa Kilda
NORD	Mayo-Rey	Guidjibba, Banda, Manguiewa, Djabba, Lagba, Dogba
ADAMAOUA	Vina	Ngaoundéré, Belel, Ngan-Ha, Martap, Gatouguel, Mbang-Mboum, Manwi, Bini, Dang
ADAMAOUA	Mbéré	Meiganga, Djohong, Dir, Kalaldi, Gado-Badzéré
ADAMAOUA	Mayo-Banyo	Less Wouroum, Gandoua, Gamti, Banyo, Nyamsouméré

Source : RELUFA, Étude terrain 2025-2026.

Annexe 2 : Dispositif méthodologique — récapitulatif

Outil de collecte	Volume	Détails méthodologiques
Enquêtes ménages (KoboCollect)	600 ménages	Parité de genre stricte ; 50,4 % Nord / 49,6 % Adamaoua ; questionnaire structuré 85 variables analysé sous SAS et SPSS ; tirage aléatoire stratifié à deux degrés
Entretiens informateurs clés (KII)	40 KII	Autorités traditionnelles (Ardo, Lamibé, chefs de village), autorités administratives, délégués MINADER/MINEPIA ; guide semi-structuré en Fulfuldé et français
Focus Groups Différenciés (FGD)	60 sessions	Organisés séparément par sexe ; conduits en Fulfuldé, Gbaya, Moundang par enquêteurs de même genre ; 20-25 participants par session ; enregistrement audio + notes terrain
Revue documentaire	>40 docs.	Textes législatifs, rapports GIEC/FAO/GIZ, politiques nationales (SND30, PNACC, PNDP), études régionales, travaux scientifiques genre et développement
Durée du terrain	15 jours	Décembre 2025 – Janvier 2026, deux équipes simultanées dans les deux régions avec coordinateur de terrain et contrôle qualité quotidien par l'expert senior

Source : RELUFA, Étude terrain 2025-2026.

Annexe 3 : Profil de vulnérabilité intersectionnelle — grille analytique

Dimension d'analyse	Variables croisées	Profils de vulnérabilité identifiés et implications pour le ciblage
Genre × Éducation	Sexe / Niveau d'instruction	Femme analphabète : double exclusion informationnelle (pas de lecture) et institutionnelle (pas de dossier de crédit). Ciblage : alphabétisation fonctionnelle prioritaire
Genre × Foncier	Sexe / Sécurité du titre / Qualité de la parcelle	Femme sans titre : refus rationnel d'investir → agriculture extractive → dégradation accélérée → cercle vicieux. Solution : Bail de Résilience 15-20 ans

Genre × Statut matrimonial	Sexe / Monogame / Polygame / Veuve ou divorcée	Veuve ou divorcée : perte systématique du droit d'usage à la dissolution du mariage, vulnérabilité maximale. Profil prioritaire pour les Baux de Résilience individuels
Genre × Géographie	Sexe / Zone agro-écologique (plaine Nord vs plateau Adamaoua)	Femme en zone sahélienne (Mayo-Louti) : cumul de toutes les vulnérabilités. Profil de risque extrême justifiant des interventions prioritaires dans ce département
Genre × Gouvernance	Sexe / Participation aux instances décisionnelles	Femme exclue des OP et conseils locaux : ses besoins sont absents des plans de résilience. Solution : quotas contraignants + horaires adaptés + accompagnement leadership

Source : RELUFA, Étude terrain 2026 — Cadres analytiques Harvard & Moser.

Annexe 4 : Récapitulatif des principaux indicateurs quantitatifs de l'étude

Indicateur	Valeur	Source
Femmes assurant les tâches de production vivrière	97,5 %	Terrain 2026
Femmes assurant les activités de transformation agroalimentaire	95 %	Terrain 2026
Contrôle des décisions de vente des récoltes par les femmes	12,5 %	Terrain 2026
Accès des femmes à la propriété foncière effective	<5 %	Terrain 2026
Taux d'analphabétisme féminin (zones d'étude)	38,8 %	Terrain 2026
Taux d'analphabétisme masculin (zones d'étude)	17,4 %	Terrain 2026
Accès des femmes au crédit agricole formel	<8 %	Terrain 2026
Enquêtés citant la sécheresse comme menace principale	92,5 %	Terrain 2026
Enquêtés observant une baisse continue des rendements	93,89 %	Terrain 2026
Temps supplémentaire quotidien corvée eau (femmes)	+3 à 5 h	Terrain 2026
Corrélation ANOVA (insécurité foncière / adoption semences améliorées)	r = 0,82	ANOVA 2026
Dégradation parcelles féminines vs masculines	+25-30 %	Terrain 2026
Antériorité de flétrissement cultures féminines (sécheresse)	5-7 jours	Terrain 2026
Hommes rejetant les pratiques discriminatoires passées	91 %	FGD terrain 2026
Hommes favorables au co-financement des intrants de leurs épouses	95 %	FGD terrain 2026
Gain de rendement dans ménages à décision partagée	+22 %	Données brutes 12/01/2026
Augmentation potentielle production si accès égal aux ressources	+20-30 %	FAO (2023)
Organisations paysannes présidées par des femmes	<10 %	Terrain 2026

Norme sociale 'femme ne parle pas devant les hommes'	35,88 %	Terrain 2026
Femmes demandant des semences améliorées à cycle court	96 %	Terrain 2026
Postes de trésorière dans GIC occupés par des femmes (Mayo-Banyo)	100 %	Terrain 2026
Ménages observant dégradation sévère des pâturages	90,08 %	Terrain 2026
Décisions de choix des cultures prises par les hommes seuls	56,49 %	Terrain 2026
Accès des femmes aux formations agricoles (Nord)	12 %	Terrain 2026

Source : RELUFA, Étude terrain 2025-2026 ; FAO (2023).

ANNEXE

INSTRUMENTS DE COLLECTE DE DONNÉES

Consultation Genre, Climat & Sécurité Alimentaire

Rapport de Consultation – 2025/2026

4 instruments de collecte :

1. Questionnaire 1 – Guide d'entretien : Autorités Admin./Traditionnelles, OSC & Experts
2. Questionnaire 2 – Guide Focus Group : Femmes
3. Questionnaire 3 – Guide Focus Group : Hommes
4. Questionnaire 4 – Enquête Ménage : Genre, Climat & Sécurité Alimentaire

QUESTIONNAIRE 1

GUIDE D'ENTRETIEN – AUTORITÉS ADMINISTRATIVES, TRADITIONNELLES, OSC ET EXPERTS

I. IDENTIFICATION

- 1 Nom de l'enquêteur
- 2 Date de l'entretien
- 3 Position du lieu de l'entretien (GPS)
- 4 Région
- 5 Département
- 6 Statut de l'enquêté

II. QUESTIONS THÉMATIQUES

- 7 Parlez nous des principaux types de systèmes alimentaires (agricole, pastoral) et des groupes vulnérables aux chocs climatiques dans votre zone (selon l'âge, le sexe, l'ethnie ou le statut économique).
- 8 Quelles sont les dynamiques de pouvoir structurelles (liées au genre, à l'âge, à l'ethnie) qui selon vous, amplifient le plus l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité aux chocs climatiques ?
- 9 Selon votre expertise, comment l'accès des femmes à la terre (propriété / usage) se traduit-il concrètement dans cette zone ?
- 10 Quels sont les principaux obstacles légaux ou traditionnels à l'accès des femmes à la terre (propriété/usage) ?
- 11 Quels sont les principaux freins institutionnels/politiques à la participation effective des femmes dans les instances de gestion des ressources naturelles et des conflits (eau, pâturage) ?
- 12 Quels sont, selon vous, les trois impacts du changement climatique les plus déstabilisants pour la cohésion sociale et la sécurité alimentaire dans la région ?
- 13 Quelles initiatives ou programmes existants (gouvernementaux, ONG) ont eu un impact notable sur la résilience des femmes, et pourquoi étaient-ils efficaces ?
- 14 Quelles recommandations stratégiques prioritaires donneriez-vous pour transformer les inégalités de genre en opportunités de résilience face au climat ?

QUESTIONNAIRE 2

GUIDE FOCUS GROUP – FEMMES

I. IDENTIFICATION

- 1 Nom de l'enquêteur
- 2 Date de l'entretien
- 3 Localisation GPS du lieu de l'entretien
- 4 Région
- 5 Département
- 6 Localité

II. QUESTIONS DE DISCUSSION

- 7 Quelles sont les cultures et les activités (y compris la transformation et le petit commerce) dont vous contrôlez la production ET les revenus ?
- 8 Quelles sont les cultures et les activités (y compris la transformation et le petit commerce) que les hommes contrôlent la production ET les revenus ?
- 9 Quelles sont les innovations ou stratégies que vous avez mises en place (seules ou en groupe) qui ont permis au ménage/à la famille de faire face à une crise climatique (sécheresse, inondation, retard des pluies, etc.) ?
- 10 Si vous aviez le pouvoir de changer des règles traditionnelles dans la communauté concernant l'accès aux ressources, lesquelles choisirez-vous pour améliorer la situation des femmes ?
- 11 Quelles formations ou types de soutien vous seraient les plus utiles pour vous adapter au climat (ex. finance, techniques agricoles, gestion des conflits, etc.) ?

QUESTIONNAIRE 3

GUIDE FOCUS GROUP – HOMMES

I. IDENTIFICATION

1 Nom de l'enquêteur

2 Date

3 Position GPS

4 Région

5 Département

6 Localité

II. QUESTIONS DE DISCUSSION

7 Seriez-vous prêts à renoncer à une partie de vos privilèges fonciers pour assurer la sécurité financière d'une femme de votre famille ?

8 Pensez-vous qu'une femme peut être plus compétente que vous pour gérer les ressources de votre communauté (eau, terre, ...) ?

9 Avez-vous déjà assisté à une formation sur l'adaptation climatique aux côtés de votre épouse/sœur/mère ?

10 Pouvez-vous donner des exemples concrets où une décision prise par une femme a sauvé ou significativement amélioré le système alimentaire familial ou la communauté pendant une période de crise climatique (sécheresse, maladie du bétail, inondation, etc.) ?

11 Si vous étiez un chef de famille « Modèle d'équité », quelles ressources concrètes (terre, accès au crédit, temps, etc.) donneriez-vous volontairement à votre épouse/vos épouses pour qu'elle(s) puisse(nt) mieux faire face au changement climatique ?

12 Comment la pression sociale/traditionnelle de « devoir tout gérer » en tant qu'homme affecte-t-elle négativement votre capacité à vous adapter au climat (ex. peur de l'échec, isolement, etc.) ?

13 Que pensez-vous des hommes qui soutiennent activement leurs épouses dans l'accès aux ressources ? Sont-ils vus positivement ou négativement dans la communauté, et pourquoi ?

QUESTIONNAIRE 4

ENQUÊTE MÉNAGE – GENRE, CLIMAT & SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

I. IDENTIFICATION DU RÉPONDANT

- 1 Nom de l'enquêteur
- 2 Région de l'enquête
- 3 Département de l'enquête
- 4 Localité/Village
- 5 Sexe du répondant
- 6 Catégorie d'âge
- 7 Niveau d'instruction
- 8 Statut matrimonial

II. SYSTÈME DE PRODUCTION ET RESSOURCES

- 9 Activités principales pour le revenu du ménage ? (Productions cultures vivrières, cultures de rente, maraîchères, élevage, salariat, commerce, orpaillage, autres)
- 10 Qui décide du choix des cultures ?
- 11 Votre culture principale
- 12 Rendement moyen de cette culture principale
- 13 Quel pourcentage (%) de cette production est destiné à nourrir la famille (autoconsommation) ?
- 14 Nombre total des bœufs
- 15 Nombre total de chèvres et moutons
- 16 Nombre total de poulets, pintades, canards... (volaille)
- 17 Avez-vous accès à la terre ?

- 18 Comment avez-vous obtenu la terre ? (Héritage, location, défrichage, achat)
- 19 Superficie totale (en hectares) à laquelle votre ménage/famille a accès ?
- 20 Avez-vous accès au crédit agricole ?
- 21 Si oui, qui offre le crédit ? (Banque/Microfinance, tontine, commerçant, famille, AVEC, coopérative, GIC, projet/programme)
- 22 Avez-vous accès aux semences améliorées ?
- 23 Si oui, qui vous fournit les semences améliorées ? (IRAD, MINADER, projet, ONG, coopérative, GIC, église, autres)
- 24 Estimez le pourcentage (%) du revenu total du ménage/famille alloué aux dépenses alimentaires.
- 25 Qui fournit le plus gros de la main d'œuvre pour les activités agricoles ?

III. RÔLES ET LEADERSHIP DES FEMMES

- 26 Quels rôles jouent les femmes dans votre système alimentaire ? (Choix des cultures, choix des animaux, production vivrière, cultures de rente, maraîchère, transformation, commercialisation, autres)
- 27 Les femmes ont-elles un rôle de leadership au sein des organisations locales (coopératives, GIC, comité de gestion, comité de développement) ?
- 28 Si oui, quels rôles précis occupent-elles ? (Présidente/PCA, déléguée, trésorière, secrétaire)
- 29 Qui décide de l'utilisation des revenus (argent) de la famille/ménage ?

IV. OBSTACLES À L'ACCÈS AUX RESSOURCES

- 30 Quels sont les obstacles majeurs à l'accès/contrôle de la TERRE ? (Contrôle exclusif par les hommes, pratiques coutumières, manque de documents légaux, prix élevé, saturation foncière, autres)
- 31 Quels sont les obstacles majeurs à l'accès au CRÉDIT ? (Contrôle exclusif par les hommes, pratiques coutumières, manque d'information, taux d'intérêt élevé, interdits religieux, éloignement des banques, manque de garantie, autres)

32

Quels sont les obstacles majeurs à la FORMATION aux techniques agro-pastorales ? (Barrières culturelles/linguistiques, analphabétisme, manque de moyen, manque d'information, durée de la formation, autres)

V. CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET IMPACTS

33

Quels sont les changements observés dans votre village les 10 dernières années ? (Inondations, sécheresse, retard des pluies, tarissement des points d'eau, invasion de parasites, nouvelles maladies des animaux)

34

Selon vous, quelles sont les activités qui sont la cause de ces changements ? (Utilisation abusive des pesticides/engrais, orpaillage, coupe de bois, fabrication du charbon, feux de brousse, augmentation de la population, utilisation de produits toxiques, naturel, autres)

35

Quels sont les impacts de ces changements sur votre production ? (Baisse des productions agricoles, baisse qualité des pâturages, augmentation maladies végétales, nouvelles maladies des animaux, abandon de certaines cultures, conflits agriculteur/éleveur)

36

Combien de temps ça vous a pris pour retrouver votre niveau de production après ces changements ?

37

Qui a réduit sa ration alimentaire en premier pendant la crise ?

38

Qui est le plus conscient de ces changements ?

VI. STRATÉGIES D'ADAPTATION

39

Quelles sont les mesures alternatives adoptées face à ces changements ? (Diversification des cultures, semences améliorées, migration saisonnière hommes/femmes, orpaillage, fabrication charbon, production maraîchère/irrigation, abandon/changement d'activité, commerce, exode rural, petit élevage, moto taxi, autres)

40

Qui a le plus de facilité à appliquer ces mesures ?

41

Les femmes participent-elles à la gestion des crises/changements ?

42

Si oui, que font-elles ? (Conseil aux époux, diversification des activités, commerce, transformation des produits, autres)

43

Avez-vous des alertes ou conseils météo ?

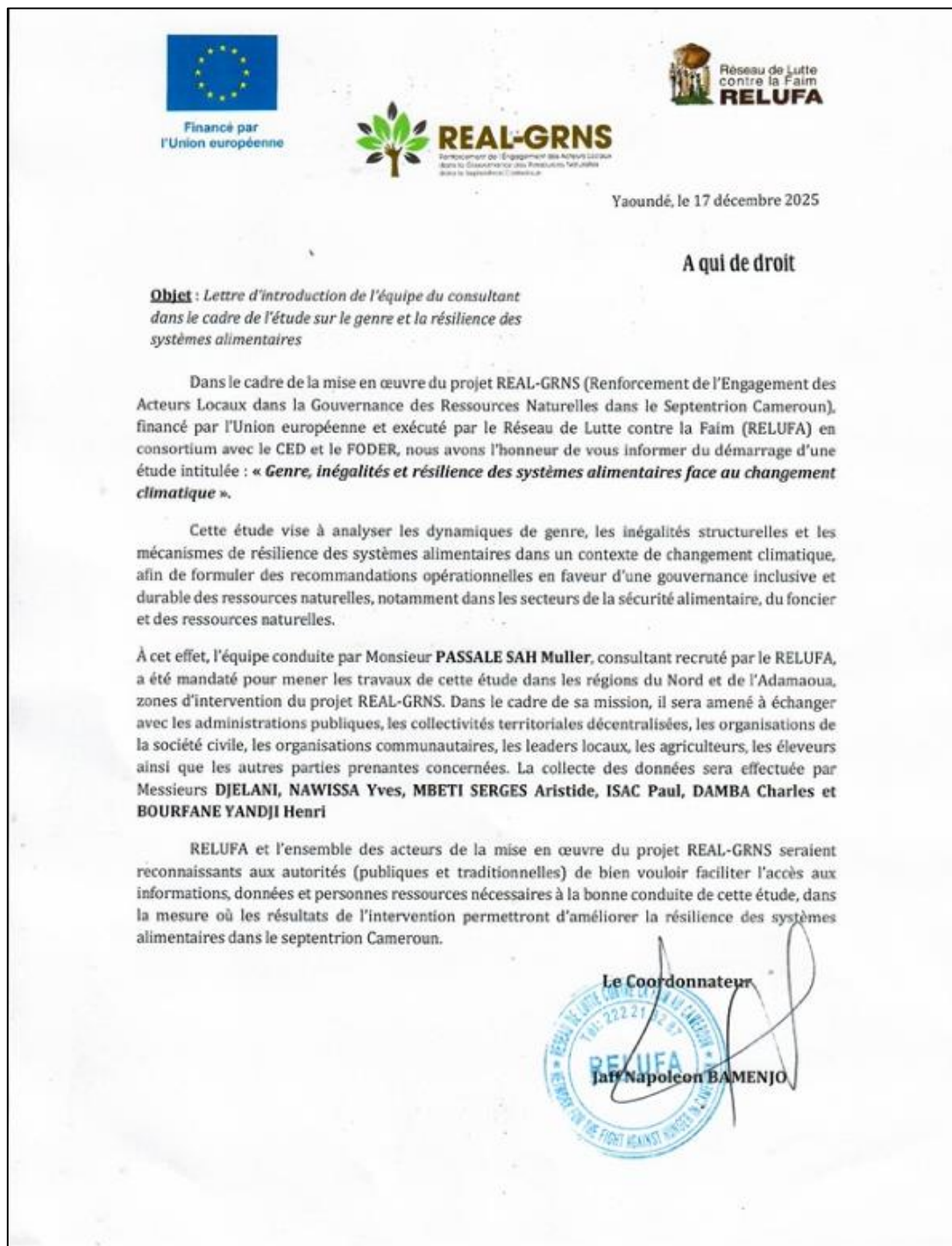
44

Si oui, qui vous donne l'information ? (Internet, radio, journal papier, chef de poste agricole, chef de zone de la SODECOTON, agent d'une ONG/projet)

VII. GENRE ET ADAPTATION CLIMATIQUE

45 Pourquoi les changements climatiques sont-ils plus lourds pour les femmes ?

46 Quelles sont les actions qu'un homme peut faire pour aider les femmes à faire face aux changements climatiques ? (Partager les corvées domestiques, soutenir l'accès à la propriété foncière, soutenir l'accès aux semences améliorées, soutenir l'accès aux formations, éduquer sur l'égalité des genres comme levier de survie)



ANNEXE AU RAPPORT FINAL

Rapport de l'Atelier de Restitution

Étude sur « Genre, inégalités et résilience des systèmes alimentaires face au changement climatique dans les régions du Nord et de l'Adamaoua »

Ngaoundéré, 17 avril 2026

Siège du Conseil Régional de l'Adamaoua — Quartier Baladji II

Projet REAL-GRNS — Financé par l'Union Européenne

Commanditaire	RELUFA (Réseau de Lutte contre la Faim)
Partenaires	CED, FODER, RELUFA — dans le cadre du projet REAL-GRNS
Financier	Union Européenne
Date et lieu	17 avril 2026 — Ngaoundéré, Adamaoua
Participants	~20 participants (OSC, CTD, sectoriels, OP, médias)
Nature du document	Annexe au rapport final — Rapport de l'atelier de restitution

I. Introduction et contexte de l'atelier

Le présent document constitue l'annexe au rapport final de l'étude sur « Genre, inégalités et résilience des systèmes alimentaires face au changement climatique dans les régions du Nord et de l'Adamaoua ». Il retrace le déroulement de l'atelier de restitution organisé le 17 avril 2026 à Ngaoundéré, dans la salle de conférences du Conseil Régional de l'Adamaoua (quartier Baladji II), et documente l'ensemble des contributions des participants.

Cet atelier s'inscrit dans le cadre du Produit 1.1 du projet REAL-GRNS (Renforcement de l'Engagement des Acteurs Locaux dans la Gouvernance des Ressources Naturelles dans le Septentrion Camerounais), financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par le CED, FODER et RELUFA. Il répond spécifiquement à l'Activité 1.1.3 portant sur la réalisation d'études sur la sécurité alimentaire dans les zones du Sud-Est de la région du Nord et du Nord de la région de l'Adamaoua, en lien avec le changement climatique.

Les régions du Nord et de l'Adamaoua sont particulièrement exposées aux effets du changement climatique en raison de leur forte dépendance à l'agriculture pluviale et aux ressources naturelles. La variabilité des précipitations, les sécheresses récurrentes et la dégradation des sols fragilisent les systèmes de production et les moyens de subsistance. Ces vulnérabilités environnementales sont aggravées par des inégalités de genre structurelles qui limitent l'accès des femmes à la terre, au crédit, aux intrants, à l'information et à la formation.

Objectifs de l'atelier

L'atelier visait à :

- Présenter les principaux résultats de l'étude aux parties prenantes concernées ;
- Recueillir les observations, contributions et enrichissements des participants ;
- Identifier des pistes d'action pour renforcer l'intégration du genre dans les initiatives de sécurité alimentaire et de résilience climatique.

II. Organisation et participants

Déroulement de la journée

Horaire	Activité	Responsable
08h30 – 09h00	Arrivée et enregistrement des participants	RELUFA
09h00 – 09h30	Mot de bienvenue, présentation des objectifs et des participants	Tous
09h30 – 10h00	Photo de famille et pause-café	Tous
10h00 – 11h00	Présentation du contexte, des objectifs, de la méthodologie et des résultats de l'étude	Consultant
11h00 – 12h00	Discussions et échanges en plénière sur les résultats	Tous les participants
12h00 – 13h30	Travaux de groupe : analyse et enrichissement des recommandations	Rapporteurs des groupes
13h30 – 14h30	Pause-déjeuner	RELUFA
14h30 – 16h30	Restitution des travaux de groupe et discussions en plénière	Participants
16h30 – 16h45	Clôture de l'atelier	RELUFA

Participants

L'atelier a réuni environ 20 participants représentant différentes catégories d'acteurs du développement local dans les régions du Nord et de l'Adamaoua :

Organisation / Structure	Catégorie	Zone de provenance
Terre et Développement Durable (TDD)	OSC	Meiganga
The Green Family (GREFA)	OSC	Ngaoundéré
Association des Femmes Dynamiques de Malo Dori (ASFEDYMA)	OSC	Ngaoundéré
GEOTECH	OSC	Guider

CAPSUDGO	OSC	Ngong
MBOSCUDA	OSC	Ngaoundéré
AJLC	OSC	Ngaoundéré
FACDDUC	OSC	Garoua
ASDev	OSC	Garoua
Commune de Guider	CTD	Guider
Commune de Mbé	CTD	Mbé
Commune de Ngaoundal	CTD	Ngaoundal
Commune de Ngong	CTD	Ngong
DR MINADER Nord	Administration sectorielle	Garoua
DR MINPROFF Nord	Administration sectorielle	Garoua
DR MINEPIA Adamaoua	Administration sectorielle	Ngaoundéré
ONCCC / Antenne Nord	Administration sectorielle	Garoua
DD MINADER Mbéré	Administration sectorielle	Meiganga
CROPSEC	Organisation de Producteurs	Maroua
SCOOPS DILDAGA	Organisation de Producteurs	Dogba
Canal 2 International, L'Œil du Sahel, Désir FM	Médias	Ngaoundéré

III. Synthèse des travaux de groupe

Les participants ont été répartis en quatre (4) groupes de cinq (5) personnes. Chaque groupe a travaillé sur la même fiche thématique articulée autour de cinq axes : (A) appréciation générale des résultats, (B) analyse des inégalités de genre, (C) stratégies d'adaptation et de résilience, (D) analyse et amélioration des recommandations, et (E) recommandations par type d'acteurs. Les restitutions ont duré 15 minutes par groupe, suivies de 5 minutes d'échanges. Ce qui suit est la synthèse détaillée des travaux par groupe.

Groupe 1

A. Appréciation générale des résultats de l'étude

A1 — Les résultats reflètent-ils la réalité de votre zone ?

- Réponse : Partiellement.

A2 — Éléments jugés pertinents :

- L'analyse de certains résultats reste encore partiellement discutable, surtout selon les contextes allant d'une région à une autre.

A3 — Éléments à clarifier ou à approfondir :

- L'approvisionnement en eau pour les besoins des ménages (foyers) ;
- Le domaine foncier : le faible taux de possession féminine s'explique en majorité par des facteurs socioculturels et traditionnels ;
- L'apport alimentaire (redistribution des vivres au sein des ménages).

B. Analyse des inégalités de genre

B1 — Principales inégalités observées :

- Les femmes ne sont pas impliquées dans la prise de décisions concernant l'accès à la terre et/ou les formes d'héritage ;
- Les femmes sont mobilisées pour la production agricole mais restent exclues de la redistribution des ressources ;
- On note un faible taux d'alphabétisation des femmes, facteur aggravant leur marginalisation.

C. Stratégies d'adaptation et résilience

C1 — Stratégies des femmes :

- Rotation des cultures ;
- Utilisation des fumiers organiques ;
- Pratique de l'agro-élevage ;
- Cultures associées.

C1 — Stratégies des hommes :

- Agroécologie (plantation d'arbres pour fertiliser les sols) ;
- Pratique de l'irrigation.

Pratique commune (femmes et hommes) : Utilisation des herbicides.

Groupe 2

Note : Les images fournies permettent de reconstituer les travaux du Groupe 2 partiellement intégrés dans les feuilles du Groupe 4. Les éléments distincts ont été conservés ci-après.

Groupe 3

A. Appréciation générale des résultats de l'étude

A1 — Les résultats reflètent-ils la réalité de votre zone ?

- Réponse : OUI.

A2 — Éléments jugés pertinents :

- La problématique foncière.

A3 — Éléments à clarifier ou à approfondir :

- Le blocage institutionnel dans l'accès des femmes au foncier.

B. Analyse des inégalités de genre

B1 — Principales inégalités observées :

- Accès au foncier ;
- Accès à l'éducation et à l'information ;
- Accès à la santé ;
- Accès au crédit agricole.

B2 — Conséquences des inégalités :

Domaine affecté	Conséquences des inégalités
Production agricole	Manque à gagner ; dégradation des terres ; nomadisme cultural
Accès aux ressources	Dépendance des femmes ; prostitution ; pauvreté
Participation aux décisions	Violences basées sur le genre (VBG) au sein des ménages ; impact négatif sur le développement local

C. Stratégies d'adaptation et résilience

C1 — Stratégies des femmes :

- Autonomisation des femmes via la promotion des Économies Sociales et Solidaires (ESS) ;
- Éducation et formation ;
- Facilitation de l'accès aux ressources (financement, formation).

C1 — Stratégies des hommes :

- Adoption des pratiques agroécologiques ;
- Éducation et formation.

C2 — Limites de ces stratégies :

- Certains produits utilisés détruisent fortement l'environnement et appauvrissent les terres ;
- Manque de sensibilisation ;
- Limites socioculturelle (reproduction des inégalités sociales).

C3 — Bonnes pratiques à valoriser :

- L'agroécologie et l'agroforesterie ;
- Valorisation et vulgarisation des savoirs locaux.

D. Analyse et amélioration des recommandations

D1 — Les recommandations sont-elles pertinentes ?

- Réponse : OUI, mais partiellement. Certaines sont pertinentes mais trop peu réalistes dans le contexte local.

D2 — Recommandations à améliorer :

- Base de résilience : réduire à 0–3 jours d'autonomie alimentaire ;

- Club masculin : jugé non contextualisé par rapport aux réalités locales.

D3 — Recommandations à ajouter :

- Informer, sensibiliser et former les femmes dans l'utilisation des services climatologiques produits par l'ONACC (Observatoire National sur les Changements Climatiques au Cameroun), notamment : les calendriers agricoles, les bulletins saisonniers, les bulletins décennaires et les alertes climatiques.

E. Recommandations par type d'acteurs

Institutions publiques :

- Élaborer des politiques adaptées aux réalités locales ;
- Mettre à disposition et allouer des ressources suffisantes ;
- Suivre et évaluer ces politiques.

Organisations de la Société Civile (OSC) :

- Vulgariser les bonnes pratiques ;
- Effectuer des activités de plaidoyer.

Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) :

- Cibler et programmer des actions en faveur de l'égalité du genre et des pratiques durables et inclusives.

Communautés :

- Adopter les bonnes pratiques agroécologiques.

Partenaires Techniques et Financiers (PTF) :

- Appuyer des initiatives locales durables et inclusives.

Groupe 4

A. Appréciation générale des résultats de l'étude

A1 — Les résultats reflètent-ils la réalité de votre zone ?

- Réponse : OUI.
- Justification : Notre zone souffre d'une variété de températures extrêmes et les femmes sont systématiquement laissées pour compte dans les ménages où elles travaillent davantage mais gagnent moins.

A2 — Éléments jugés pertinents :

- La problématique liée à l'accès au foncier par les femmes ;
- La question de la lutte contre le changement climatique (CC).

A3 — Éléments à clarifier ou à approfondir :

- La détermination des mesures d'adaptation pour une transition écologique juste ;
- L'encadrement de l'accès au foncier des femmes par les textes législatifs et réglementaires.

B. Analyse des inégalités de genre

B1 — Principales inégalités observées :

- L'accès limité à la terre par les femmes ;
- L'inégalité dans la répartition des tâches ménagères ;
- Le poids de la tradition dans la perpétuation des inégalités.

B2 — Impact de ces inégalités :

Domaine affecté	Impacts observés
Production agricole	Faible rendement faute de moyens ; l'accès limité à la terre constitue un facteur limitant à la productivité agricole des femmes
Terre	Les femmes fournissent environ 60 à 80% de la main-d'œuvre mais possèdent moins de 20% des terres
Crédit	Les femmes n'ont accès qu'à 5 à 10% du crédit agricole alors qu'elles représentent 70% de la main-d'œuvre locale ; l'accès au crédit nécessite des garanties qu'elles peinent à réunir
Intrants	En raison de leur accès limité à la terre et au crédit, les femmes utilisent à peine des intrants agricoles
Participation aux décisions	Faible implication des femmes dans le processus de prise de décision communautaire ; leurs voix sont souvent négligées ; non-prise en compte de leurs intérêts

C. Stratégies d'adaptation et résilience

C1 — Stratégies des femmes :

- Adoption des pratiques agroécologiques (A.E.) ;
- Petits commerces / vente des produits agricoles ;
- Transformation locale des produits (arachide, etc.) ;
- Constitution de petits groupes (GIC) et création d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) innovantes.

C1 — Stratégies des hommes :

- Agriculture adaptée et migration saisonnière ;
- Reboisement ;
- Mise en place d'un système climato-intelligent ;
- Respect des pratiques culturelles adéquates.

C2 — Limites de ces stratégies :

- Rendement agricole insuffisant faute d'encadrement technique ;
- Impact du changement climatique rapide et imprévisible ;
- Faible connaissance technique ;
- Absence d'un accompagnement technique approprié.

C3 — Bonnes pratiques à valoriser :

- Utilisation des semences résistantes ;
- Sensibilisation communautaire accrue ;

- Développement des techniques de conservation de l'eau ;
- Valorisation des déchets organiques et ménagers pour la production de bio-fertilisants et bio-pesticides ;
- Gestion intégrée des exploitations agricoles.

D. Analyse et amélioration des recommandations

D1 — Les recommandations sont-elles pertinentes ?

- Réponse : Oui, mais elles nécessitent un renforcement.

D2 — Recommandations à améliorer :

- Améliorer l'encadrement technique et le suivi des projets ;
- Renforcer l'inclusion des femmes en facilitant leur accès au crédit.

D3 — Recommandations à ajouter :

- Renforcement des capacités aux techniques agricoles innovantes ;
- Promouvoir une synergie d'actions permanentes entre les différents acteurs dans le développement local ;
- Pérenniser les acquis à travers un suivi permanent.

E. Recommandations par type d'acteurs

Institutions publiques :

- Mettre en place une politique inclusive pour faciliter l'accès au foncier par les femmes ;
- Faciliter l'accès aux subventions agricoles.

Organisations de la Société Civile (OSC) :

- Vulgariser les textes en vigueur afin de rendre l'information accessible à tous ;
- Accentuer la sensibilisation sur les inégalités de genre.

Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) :

- Soutenir fortement les projets locaux.

Communautés / Leaders locaux :

- Encourager la participation des femmes aux instances de décision.

Partenaires Techniques et Financiers (PTF) :

- Assouplir les règles et conditions de financement des projets ;
- Financer les projets adaptés au changement climatique.

IV. Synthèse transversale des travaux de groupe

A. Validation des résultats de l'étude

L'ensemble des groupes a validé, avec des nuances, les résultats de l'étude. Trois groupes sur quatre ont répondu « OUI » à la question de savoir si les résultats reflètent la réalité de leur zone. Un groupe a répondu « Partiellement », soulignant la variabilité des contextes entre zones géographiques. Les résultats les plus largement reconnus comme pertinents concernent la problématique foncière et l'impact du changement climatique sur les systèmes de production agricole.

B. Convergences sur les inégalités de genre

Les quatre groupes convergent sur les principales inégalités de genre dans leurs zones respectives. Les points de convergence majeurs sont les suivants :

- L'accès limité des femmes à la terre : les femmes représentent 60 à 80% de la main-d'œuvre agricole mais détiennent moins de 20% des terres ;
- L'exclusion des femmes des instances de prise de décision au niveau communautaire ;
- Le faible accès au crédit agricole (5 à 10% seulement des crédits disponibles), malgré leur rôle central dans la production ;
- La charge de travail domestique disproportionnée qui pèse sur les femmes ;
- Le faible taux d'alphabétisation et d'accès à l'information ;
- Le poids des normes socioculturelles et traditionnelles qui perpétuent ces inégalités.

C. Convergences sur les stratégies d'adaptation

Les participants relèvent que les femmes développent des stratégies de résilience variées et créatives, mais contraintes par le manque de moyens : rotation des cultures, utilisation de fumiers organiques, agro-élevage, transformation locale des produits agricoles, constitution de GIC et AGR. Les hommes, quant à eux, privilégient davantage des stratégies telles que l'agroécologie, le reboisement, et la migration saisonnière. Tous les groupes soulignent les limites communes de ces stratégies : faible encadrement technique, insuffisance d'accompagnement, et impact rapide et imprévisible du changement climatique.

D. Principales recommandations consolidées

Acteur	Recommandations consolidées
Institutions publiques	Élaborer et mettre en œuvre des politiques foncières inclusives ; faciliter l'accès des femmes aux subventions et au crédit agricole ; financer et évaluer ces politiques ; déterminer des mesures d'adaptation pour une transition écologique juste
OSC	Vulgariser les bonnes pratiques agroécologiques et les textes législatifs ; sensibiliser sur les inégalités de genre ; mener des plaidoyers auprès des instances compétentes ; former les femmes à l'utilisation des services climatologiques de l'ONACC
CTD	Cibler et programmer des actions en faveur de l'égalité du genre ; soutenir les projets locaux de résilience ; intégrer une approche genre dans les plans de développement locaux
Communautés / Leaders locaux	Adopter les bonnes pratiques agroécologiques ; encourager la participation active des femmes aux instances de décision ; valoriser les savoirs locaux
PTF	Assouplir les conditions de financement ; appuyer des initiatives locales durables et inclusives ; financer des projets adaptés au changement climatique ; promouvoir des synergies entre acteurs

V. Conclusions et perspectives

L'atelier de restitution du 17 avril 2026 à Ngaoundéré a pleinement atteint ses objectifs. Les échanges entre les participants — représentants des administrations, des collectivités, des organisations de la société civile, des organisations de producteurs et des médias — ont permis d'enrichir significativement les résultats de l'étude et d'ancrer les recommandations dans les réalités des zones du Nord et de l'Adamaoua.

Plusieurs constats forts ont émergé de manière transversale :

- La problématique foncière est unanimement reconnue comme le principal frein à la participation économique des femmes ;
- Le changement climatique aggrave des inégalités préexistantes et frappe différemment les femmes et les hommes ;
- Les femmes font preuve d'une résilience remarquable mais restent structurellement sous-soutenues par les politiques publiques et les mécanismes de financement ;
- L'information et la formation — notamment sur les outils climatologiques de l'ONACC — constituent un levier d'action prioritaire peu exploité.

En termes de perspectives, les participants et les organisateurs s'accordent sur la nécessité de :

- Intégrer pleinement les contributions issues de cet atelier dans le rapport final de l'étude ;
- Assurer une large diffusion des résultats auprès des décideurs aux niveaux national et régional ;
- Mobiliser les PTF et les institutions publiques autour de politiques foncières inclusives et de mécanismes de crédit adaptés aux femmes rurales ;
- Pérenniser les dynamiques de concertation entre les acteurs locaux, notamment via les CTD et les OSC, pour un suivi durable des recommandations.

La clôture de l'atelier a été marquée par des remerciements adressés à tous les participants pour la qualité de leurs contributions, et par un engagement collectif à poursuivre le travail en faveur de l'équité de genre et de la résilience des systèmes alimentaires dans les régions du Nord et de l'Adamaoua.

Document établi à l'issue de l'atelier de restitution du 17 avril 2026 tenu à Ngaoundéré organisé par le RELUFA.